



COMMUNICATION FINANCIÈRE

Etats au 31 décembre 2014



- Page 2-3 Chiffres clés au 31 décembre 2014
- Page 4 Extrait des états financiers consolidés selon les normes IAS/IFRS arrêtés au 31 décembre 2014
- Page 13 Comptes sociaux au 31 décembre 2014
- Page 23 Extrait des états financiers consolidés BNP Paribas au 31 décembre 2014



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma



Dans une conjoncture économique difficile, le Groupe BMCI a dégagé un produit net bancaire consolidé en hausse de 4,5% par rapport à l'exercice précédent, tout en renforçant son dispositif de maîtrise et d'anticipation des risques : l'effort de provisionnement est en progression de 67% par rapport à 2013. Le coefficient d'exploitation demeure à un bon niveau de 48%. Le résultat net social atteint 461,1 M MAD en 2014 contre 604,1 M MAD en 2013 ; il ressort à 364,4 M MAD au niveau consolidé contre 639,9 M MAD en 2013.

PRODUIT NET BANCAIRE CONSOLIDÉ	3,3 MILLIARDS DE DIRHAMS
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ	1,7 MILLIARD DE DIRHAMS
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	364,4 MILLIONS DE DIRHAMS
EFFECTIF BMCI	3 197 COLLABORATEURS
EFFECTIF GROUPE BMCI	3 264 COLLABORATEURS
COEFFICIENT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ	48 %
RATIO DE SOLVABILITE CONSOLIDÉ	15%
CRÉDITS PAR CAISSE A LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS	51,2 MILLIARDS DE DIRHAMS
DIVIDENDE PAR ACTION*	30 DH/ACTION



CRÉDITS PAR CAISSE À LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS

Les crédits par caisse à la clientèle se sont établis à 51,2 milliards de dirhams, en légère baisse de 1,8% par rapport à fin 2013.



CRÉDITS PAR CAISSE À LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS (EN MMDH)



DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE**

L'effet conjugué de l'augmentation des dépôts à vue et de la baisse des ressources à terme a entraîné une baisse de 1,5% des dépôts de la clientèle par rapport à 2013, pour s'établir à 41,9 milliards de dirhams.

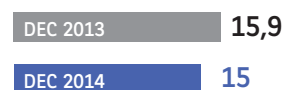


DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE (EN MMDH)



ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE CONSOLIDÉS

Les engagements par signature consolidés ont atteint 15 milliards de dirhams à fin décembre 2014 en baisse de 5,7% par rapport à fin 2013.



ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE CONSOLIDÉS (EN MMDH)

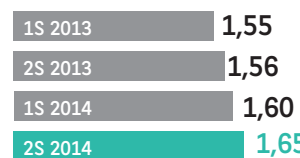


PRODUIT NET BANCAIRE CONSOLIDÉ

Le Groupe BMCI a dégagé un produit net bancaire consolidé de 3,3 milliards de dirhams, en progression de 4,5% comparé à la même période de l'année précédente du fait des bonnes performances des revenus des activités de marché (+51,6%) et de l'augmentation de la marge sur commissions (+2,8%).



PRODUIT NET BANCAIRE CONSOLIDÉ (EN MMDH)



PRODUIT NET BANCAIRE CONSOLIDÉ HORS DIVIDENDES REÇUS (EN MMDH)



*Proposition de résolution à l'Assemblée Générale

**Hors certificats de dépôt, chiffres de l'exercice 2013 retraités

***Volumes moyens Banque BMCI



1,6
MMDH

FRAIS DE GESTION CONSOLIDÉS

Les frais de gestion, à 1,6 milliard de dirhams, sont en augmentation de 6,9% par rapport à décembre 2013, confirmant la politique de développement du réseau commercial.

Par ailleurs, la BMCI affiche un coefficient d'exploitation de 48%, parmi les meilleurs du marché bancaire marocain.

+6,9%



FRAIS DE GESTION CONSOLIDÉS (EN MMDH)

1,7
MMDH

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ

Le résultat brut d'exploitation consolidé s'établit à 1,7 milliard de dirhams en hausse de 2,3% sur un an.

+2,3%



RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ (EN MMDH)

982
MDH

COÛT DU RISQUE CONSOLIDÉ

Le coût du risque consolidé est en augmentation de 67 % par rapport à décembre 2013.

+67%



COÛT DU RISQUE CONSOLIDÉ (EN MDH)

707,5
MDH

RÉSULTAT AVANT IMPÔTS CONSOLIDÉ

Le Groupe a dégagé un résultat avant impôts de 707,5 millions de dirhams en baisse de 33,4 % par rapport au 31 décembre 2013.

-33,4%



RÉSULTAT AVANT IMPÔTS CONSOLIDÉ (EN MDH)

364,4
MDH

RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE

Le résultat net part du groupe BMCI s'est établi à 364,4 millions de dirhams, en baisse de 43,1 % par rapport au 31 décembre 2013. Suite à la fusion BMCI et BMCI Crédit Conso, une charge exceptionnelle d'impôt différé de 37 MMAD a été constatée.

-43,1%



RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE (EN MDH)

SOLVABILITÉ

Le Groupe BMCI affiche un ratio de solvabilité consolidé de 15%, au-dessus du seuil minimum réglementaire.

Par ailleurs, l'agence internationale de rating Fitch a confirmé au mois d'août 2014 les ratings de la BMCI, traduisant sa solidité financière. Pour rappel, ces notations sont parmi les meilleures obtenues à l'échelle nationale :

Note à long terme : **AAA (mar)** • Perspective d'évolution de la note à long terme : **Stable**

Note à court terme : **F1+ (mar)** • Note de soutien extérieur : **2**

RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES IAS/IFRS APPLIQUÉS PAR LE GROUPE BMCI



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

NORMES COMPTABLES APPLICABLES

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards - IFRS) ont été appliquées aux comptes consolidés à compter du 1er janvier 2008 avec bilan d'ouverture au 1er janvier 2007 conformément aux prescriptions énoncées par la norme IFRS 1, « Première application des normes d'information financière internationales », et par les autres normes du référentiel IFRS en tenant compte de la version et des interprétations des normes telles qu'elles ont été approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB) pour ses comptes arrêtés au 31 décembre 2014.

Dans les comptes consolidés présentés au 31 décembre 2014, le Groupe a appliqué les dispositions d'IAS 1 révisée relatives à la présentation des états financiers.

DESCRIPTION DES RETRAITEMENTS IFRS

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

• Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe BMCI regroupent l'ensemble des entreprises sous contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

De même, le Groupe BMCI consolide, le cas échéant, les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour réaliser un objectif limité et bien défini dites « entités ad'hoc » contrôlées et ce, même en l'absence d'un lien capitalistique entre eux.

• Méthodes de consolidation

• Les entreprises sur lesquelles le Groupe BMCI exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le Groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de bénéficier de ses activités.

• Les entreprises sous contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle. Le Groupe possède un contrôle conjoint lorsque, en vertu d'un accord contractuel, les décisions financières et opérationnelles stratégiques liées à l'activité nécessitent l'accord unanime des parties qui se partagent le contrôle.

• Les entreprises sous influence notable sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité, sans en détenir le contrôle. Elle est présumée si le Groupe détient, directement ou indirectement, 20% ou plus des droits de vote dans une entité.

LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables, et des coûts d'emprunt encourus lorsque la mise en service des immobilisations est précédée d'une longue période de construction ou d'adaptation.

Les logiciels développés en interne, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont immobilisés pour leur coût direct de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur, à l'exception des parts de SCI, supports de contrats d'assurance en unités de compte, qui sont valorisées en date d'arrêté à leur valeur de marché ou son équivalent, les variations de celle-ci étant comptabilisées au compte de résultat.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle. Seuls les biens donnés en location simple sont réputés avoir une valeur résiduelle, la durée d'utilité des immobilisations d'exploitation étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les durées d'amortissement retenues pour les immeubles de bureaux sont de 80 et 60 ans pour le gros oeuvre des immeubles de prestige et les autres immeubles respectivement, 30 ans pour les façades, 20 ans pour les installations générales et techniques et 10 ans pour les agencements.

Les logiciels sont amortis, selon leur nature, sur des durées n'excédant pas 8 ans pour les développements d'infrastructure et 3 ans ou 5 ans pour les développements essentiellement liés à la production de services rendus à la clientèle.

Les coûts de maintenance des logiciels sont enregistrés en charges au compte de résultat lorsqu'ils sont encourus. En revanche, les dépenses qui participent à l'amélioration des fonctionnalités du logiciel ou contribuent à en allonger sa durée de vie sont portées en augmentation du coût d'acquisition ou de confection initial.

Les immobilisations amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an sur le modèle de celui effectué pour les survaleurs affectées aux ensembles homogènes de métiers.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Les plus ou moins values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Produits des autres activités » ou « Charges des autres activités ».

Le Groupe BMCI a adopté les principes suivants appliqués de manière rétrospective :

- L'approche par composant.
 - Une durée d'amortissement qui reflète la durée d'utilisation effective du bien par la banque.
- L'amortissement retenu est un amortissement linéaire calculé sur la durée d'utilité de l'actif. La valeur résiduelle retenue par le Groupe BMCI est supposée nulle.

TABLEAU DES COMPOSANTS GROUPE BMCI

NATURE DU COMPOSANT	DURÉE D'AMORTISSEMENT EN ANNÉES	POIDS DU COMPOSANT
Gros oeuvre	60	59 %
Façade	30	18 %
IGT	20	23 %

LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Conformément aux options offertes par la norme IFRS 1, le Groupe BMCI a choisi de maintenir les coûts historiques pour l'ensemble des immobilisations incorporelles et n'a donc procédé à aucune réévaluation.

L'option retenue pour le traitement des logiciels qui constituent l'essentiel des immobilisations incorporelles consiste à distinguer entre les logiciels dédiés à la clientèle et les logiciels internes d'infrastructures. La durée d'amortissement est déterminée selon la consommation des avantages économiques en fonction de l'utilisation.

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS	DURÉE D'AMORTISSEMENT
Logiciels dédiés à la clientèle	3 ans
Logiciels internes d'infrastructure	8 ans

GOODWILL

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition est égal à la valeur de marché ou son équivalent, à la date d'échange des actifs remis, des passifs encourus ou assumés ou des instruments de capitaux propres émis pour obtenir le contrôle de la société acquise.

LES IMMEUBLES DE PLACEMENT

Après sa comptabilisation en tant qu'actif, un immeuble de placement doit être comptabilisé à son coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Dans ce cas, la juste valeur doit être indiquée en annexe.

Dans le cas des immeubles de placement en location, la norme IAS 17 « Contrat de location » est applicable.

AVANTAGES AU PERSONNEL

• Principe :

L'objectif de la norme IAS 19 est de prescrire le traitement comptable des avantages du personnel et les informations à fournir à leur sujet. Cette norme impose de comptabiliser :

- un passif lorsqu'un membre du personnel a rendu des services en échange d'avantages du personnel qui lui seront versés dans l'avenir ;
- une charge lorsque l'entité consomme l'avantage économique résultant des services rendus par un membre du personnel en échange d'avantages du personnel.

• Classification des avantages au personnel :

La norme IAS 19 prévoit quatre catégories d'avantages accordés aux salariés au titre des services rendus :

- les avantages à court terme tels que les salaires, les cotisations de sécurité sociale, les congés annuels payés, les congés de maladie payés, les primes payables dans les douze mois suivant la fin de l'exercice, ...
- les avantages à long terme : médailles du travail, primes payables douze mois ou plus après la fin de l'exercice, ...
- les avantages postérieurs à l'emploi eux-mêmes classés en 2 catégories : régimes à prestations définies et régimes à cotisations définies (retraite, frais de santé et prévoyance pour les retraités, ...)
- les indemnités de fin de contrat de travail : principalement les avantages payables suite à une décision de l'entreprise de mettre fin à l'emploi avant l'âge de la retraite permis par la convention collective ou accord d'entreprise (indemnités de licenciement...) ou du salarié d'accepter le licenciement en échange de ces avantages (départ volontaire).

• Couverture des engagements :

Les engagements peuvent être couverts de deux manières :

- Constitution d'une provision en interne
- Externalisation de l'obligation de verser des prestations par la souscription d'un contrat d'assurance.

• Méthode :

La valorisation des régimes à prestations définies implique le recours à des techniques actuarielles afin de quantifier d'une manière fiable le montant de l'engagement naissant des avantages accumulés par le personnel durant les exercices écoulés.

La méthode préconisée par la norme IAS 19 est celle des « Unités de Crédit Projetées », qui présente les caractéristiques suivantes :

- Méthode actuarielle, basée sur l'estimation des prestations futures probables (à partir des salaires projetés à l'échéance de la prestation), qui repose sur le principe suivant lequel chaque période de service rendu donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations.
- Méthode rétrospective, qui définit la valeur de l'engagement au moment de l'évaluation en se fondant sur le rythme d'acquisition des droits prévu au régime. L'objectif est d'attribuer à chaque année passée la quote-part de droits lui revenant.

L'estimation de la valeur des engagements doit s'appuyer sur des hypothèses actuarielles qui influenceront sur le coût des prestations. Ces hypothèses sont relatives aux variables :

- démographiques : taux de rotation du personnel, taux de mortalité, âge de départ à la retraite
- financières : taux d'actualisation, progression estimée des salaires à effectifs constants

• Options retenues par la BMCI :

A la fin de chaque exercice, la BMCI comptabilise une provision couvrant ses engagements relatifs aux régimes à prestations définies : Ouissam Choghl et indemnités de fin de carrières. La méthode utilisée est celle des « unités de crédit projetées ».

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la courbe des taux (Taux de référence des Bons de Trésor) publiée par Bank Al-Maghrib et arrêtée à la date de clôture de l'exercice. Les taux de cette courbe sont ramenés en fonction de la maturité des Bons de Trésors aux durées moyennes d'exigibilité des prestations.

Les autres paramètres d'estimation de l'engagement découlent de la table de mortalité en usage au Maroc, du taux de progression des salaires à effectifs constants estimé par la BMCI ainsi que des statistiques liées à la rotation du personnel observée sur plusieurs années.

En ce qui concerne la couverture médicale postérieure à l'emploi (CMIM), aucune provision n'a été constatée en raison de l'indisponibilité des informations nécessaires pour l'évaluation et la comptabilisation de ce régime multi-employeur à prestations définies.

Quant aux avantages à court terme, La BMCI a constaté une provision relative au coût salarial lié aux congés maladie et maternités sur les douze mois après la clôture de l'année.

RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES IAS/IFRS APPLIQUÉS PAR LE GROUPE BMCI



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

DÉRIVÉS

L'ensemble des opérations portant sur des instruments dérivés sont initiées à des fins de transaction et sont de ce fait comptabilisées en tant qu'actifs ou passifs à la juste valeur par résultat.

DÉRIVÉS INCORPORÉS

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat financier ou non qui a pour effet de faire varier une partie des flux de trésorerie de l'opération composée d'une manière analogue à celle d'un dérivé autonome. La norme IAS 39 définit un contrat hybride comme un contrat comprenant un contrat hôte et un dérivé incorporé.

Le dérivé incorporé doit faire l'objet d'une séparation si les trois conditions suivantes sont remplies :

- Le contrat hybride n'est pas comptabilisé à la juste valeur.
- Séparé du contrat hôte, le dérivé incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé.
- Les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte.

La norme IAS 39 préconise de valoriser le contrat hôte à l'initiation de l'opération sur la base de la différence entre la juste valeur du contrat hybride et la juste valeur du dérivé incorporé.

Au 31 décembre 2014, aucun instrument financier comprenant un dérivé incorporé n'a été identifié.

IMPÔT EXIGIBLE ET IMPÔT DIFFÉRÉ

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du groupe consolidé sur la période à laquelle se rapportent les résultats.

Les impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales.

Les passifs d'impôts différés sont reconnus pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception :

- Des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ;
- Des différences temporelles taxables relatives aux investissements dans des entreprises sous contrôle exclusif et contrôle conjoint, dans la mesure où le groupe est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que cette différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif ou passif d'impôt différé est comptabilisé chaque fois que le recouvrement ou le règlement de la valeur comptable d'un actif augmentera ou diminuera les paiements futurs d'impôt par rapport à ce qu'ils auraient été si un tel recouvrement n'avait pas eu d'incidence fiscale. La gestion fiscale lui donne l'opportunité de générer un bénéfice imposable au cours des exercices appropriés.

L'IAS 12 interdit l'actualisation des impôts différés.

ACTIFS FINANCIERS : PRÊTS ET CRÉANCES

La catégorie « Prêts et créances » inclut les crédits consentis par le Groupe BMCI, les participations dans des crédits syndiqués ainsi que les crédits acquis non cotés sur un marché actif, lorsqu'ils ne sont pas détenus à des fins de transaction. Les prêts cotés sur un marché actif sont inclus dans la catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » et valorisés conformément aux règles s'appliquant à cette catégorie. Cette catégorie inclut également les instruments financiers représentant les emplois obligatoires de par la réglementation.

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur valeur de marché ou son équivalent, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origination directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues (commissions de participation et d'engagement, frais de dossier), analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt. Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les commissions perçues sur des engagements de financement préalables à la mise en place d'un crédit sont différées, puis intégrées à la valeur du crédit lors de son attribution.

Les commissions perçues sur des engagements de financement dont la probabilité qu'ils donnent lieu au tirage d'un prêt est faible, ou dont les utilisations sont aléatoires dans le temps et dans leur montant, sont étalées linéairement sur la durée de l'engagement.

• Provision pour dépréciation des prêts et créances

Des dépréciations sont constituées sur les crédits (et les autres actifs financiers classés dans la catégorie des prêts et créances) dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur mesurable liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt ou à l'acquisition de l'actif. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée d'abord au niveau individuel puis au niveau d'un portefeuille d'éléments homogènes.

Les provisions relatives aux engagements de financement et de garantie donnés par le groupe suivent des principes analogues.

Au niveau individuel, la dépréciation est définie comme étant la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif, des composantes jugées recouvrables (principal, intérêts, garanties...). Les modifications de valeur des actifs ainsi dépréciés sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque » dit avéré.

Toute appréciation postérieure du fait d'une cause objective intervenue après la dépréciation est constatée par le compte de résultat dans la rubrique « Coût du risque ». A compter de la dépréciation de l'actif, la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat enregistre la rémunération théorique de la valeur récupérable estimée calculée au taux d'intérêt effectif d'origine (effet de désactualisation).

Les contreparties non dépréciées individuellement font l'objet d'une analyse du risque par portefeuilles homogènes, fondée sur des données historiques permettant notamment de déterminer le taux de Récupération.

Outre le risque avéré, les données historiques sont analysées, afin d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des crédits, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille. Cette analyse s'appuie sur le taux de passage des crédits de la catégorie des créances « saines » vers la catégorie des créances en souffrance permettant ainsi de fournir une estimation des pertes potentielles afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée. Les modifications de valeur de la dépréciation de portefeuille sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque » dit « base portefeuille ».

Les données historiques et l'analyse susvisée servent de base pour le calcul des provisions collectives (sur la base de portefeuilles) en tenant compte de l'échéancier prévisionnel de récupération des créances ainsi que de l'effet de l'actualisation au taux d'intérêt effectif d'origine moyen du groupe d'actifs homogènes.

CRÉDITS HORS MARCHÉ

Le Groupe BMCI s'est basé sur la circulaire de Bank Al-Maghrib qui fixe les taux planchers pour identifier les crédits hors marché. L'analyse effectuée pour identifier l'existence ou l'absence de crédits émis à des conditions hors marché a permis de conclure que tous les crédits émis par le Groupe BMCI sont octroyés à des conditions normales du marché. Par conséquent, aucune décote n'est à constater.

ACTIFS FINANCIERS : TITRES

Les titres détenus sont classés en quatre catégories.

• Actifs financiers à la valeur de marché par résultat (HFT) :

La catégorie des « Actifs financiers à la valeur de marché par résultat » comprend :

- les actifs financiers faisant l'objet d'opérations de négoce (opérations dites de transaction),
- les actifs financiers évalués, sur option, à la valeur de marché par résultat dès l'origine, conformément à l'option offerte par la norme IAS 39 et les conditions d'application de l'option de juste valeur.

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, les frais de transactions étant directement comptabilisés en compte de résultat.

• Actifs financiers disponibles à la vente (AFS) :

La catégorie des « Actifs financiers disponibles à la vente » comprend les titres à revenu fixe ou à revenu variable qui ne relèvent pas des deux catégories précédentes.

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, frais de transaction inclus lorsque ces derniers sont significatifs.

• Titres détenus jusqu'à leur échéance (HTM) :

La catégorie « titres détenus jusqu'à l'échéance » est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable que le groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.

Le classement dans cette catégorie présente l'obligation impérative de respecter l'interdiction de céder des titres avant leur échéance (sous peine d'entraîner la classification de l'ensemble du portefeuille en actif disponible à la vente et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant 2 ans)

Le Groupe BMCI ne détient pas des titres classés dans cette catégorie.

• Titres du portefeuille « Prêts et créances » :

La catégorie « Prêts et créances » est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable non cotés et non destinés à être cédés et que le groupe a l'intention de conserver durablement.

Sa comptabilisation s'opère au coût amorti.

• Options retenues

Les instruments détenus en portefeuilles (bons de trésor jeunes promoteurs, bons de trésor sociaux économiques, bons CIH) ont été classés dans la catégorie « Prêts et créances ».

• Opérations de pensions et prêts/emprunts de titres

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du groupe dans leur portefeuille d'origine. Le passif correspondant est comptabilisé sous la rubrique de « Dettes » appropriée, à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du groupe, pour lesquelles le passif correspondant est comptabilisé parmi les passifs financiers à la juste valeur par résultat.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du groupe. La créance correspondante est comptabilisée sous la rubrique « Prêts et Créances », à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du Groupe, pour lesquelles la créance correspondante est comptabilisée en « Actifs financiers à la valeur de marché par résultat ».

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS

• Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente :

Les « actifs financiers disponibles à la vente », essentiellement composés de titres, sont dépréciés individuellement par contrepartie du compte de résultat lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation durable ou significative résultant d'un ou plusieurs événements intervenus depuis l'acquisition. En particulier, concernant les titres à revenu variable cotés sur un marché actif, une baisse prolongée ou significative du cours en deçà de son coût d'acquisition constitue une indication objective de dépréciation.

Une dépréciation constituée sur un titre à revenu fixe est constatée et peut être reprise en compte de résultat lorsque la valeur de marché du titre s'est à nouveau appréciée du fait d'une cause objective intervenue postérieurement à la dernière dépréciation.

S'agissant d'un titre à revenu variable, la dépréciation est constituée en produit net bancaire sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » et ne peut être reprise en compte de résultat, le cas échéant, qu'à la date de cession du titre. Par ailleurs, toute baisse ultérieure de la valeur de marché constitue une dépréciation comptabilisée en résultat.

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE :

Les dépôts clientèle sont comptabilisés au coût historique.

CONTRAT DE LOCATION :

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Il y a lieu de distinguer entre :

- Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif.
 - Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.
- Les contrats de location-financement sont des instruments financiers dont le nominal correspond à la valeur du bien acquis ou loué, diminuée ou majorée des commissions versées ou perçues et de tous les autres frais inhérents à l'opération.

Le taux d'intérêt étant dans ce cas, le taux d'intérêt effectif (TIE) déterminé conformément aux dispositions de l'IAS 39.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux d'actualisation qui permet de rendre égales :

- La valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir par le bailleur augmentés de la valeur résiduelle non garantie ;
- et, la valeur d'entrée du bien qui est égale à la juste valeur initiale augmentée des coûts directs initiaux.

Les contrats de leasing accordés par BMCI Leasing sont des contrats de location-financement. Ces contrats ont été retraités au taux d'intérêt effectif (TIE).

PROVISIONS DU PASSIF

Une provision doit être comptabilisée au passif lorsqu'une entité a une obligation actuelle (explicite ou implicite) découlant d'un événement passé.

Quand il est significatif, l'effet de l'actualisation des flux de trésorerie futurs devant être décaissés pour éteindre l'obligation est obligatoirement comptabilisé quand la sortie des ressources dépasse un an.

PASSIFS ÉVENTUELS

Au 31 décembre 2014, le Groupe BMCI n'a pas constaté de passifs éventuels.

UTILISATION DES ESTIMATIONS POUR LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers exige des responsables des métiers et des fonctions la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations pour la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme pour l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans l'élaboration des notes relatives aux états financiers.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont eu recours à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer différents de celles-ci et avoir un effet significatif sur les états financiers. C'est le cas notamment :

RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES IAS/IFRS APPLIQUÉS PAR LE GROUPE BMCI



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

- Des dépréciations opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire,
- De l'usage de modèles internes pour la valorisation des positions sur instruments financiers qui ne sont pas cotés sur des marchés organisés,
- De l'usage de modèles internes basés sur les flux de récupération passés pour le calcul des provisions pour dépréciation des crédits regroupés par classes homogènes de risques»
- Du calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés classés en « Actifs disponibles à la vente » ou en « Instruments financiers en juste valeur par résultat » à l'actif ou au passif, et plus généralement du calcul des valeurs de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes afférentes aux états financiers,
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels,
- De l'estimation de la valeur résiduelle des actifs faisant l'objet d'opérations de location-financement ou de location simple et plus généralement des actifs amortis déduction faite de leur valeur résiduelle estimée,
- De la détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

AUTRES INFORMATIONS

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation est déterminé sur la base de la nature du contrôle exercé (un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable) sur les différentes entités dont le Groupe BMCI détient des participations directes ou indirectes.

DÉNOMINATION	SECTEUR D'ACTIVITÉ	MÉTHODE	% CONTRÔLE	% INTÉRÊT
BMCI Bank	Banque	Top		
BMCI Banque Offshore	Banque	IG	100,00%	100,00%
BMCI Leasing	Leasing	IG	86,91%	86,91%
Arval Maroc	Location longue durée	MEE	33,34%	33,34%
BMCI Finance	Banque d'affaire	IG	100,00%	100,00%
BMCI Asset Management (EX BMCI Gestion)	Gestion d'actif	IG	100,00%	100,00%
BMCI Fonds	Gestion d'actif	IG	100,00%	100,00%
BMCI Bourse	Intermédiation boursière	IG	100,00%	100,00%
BMCI Assurance	Courtage d'assurance	IG	100,00%	100,00%
IMMOBILIERE Sidi Maarouf	Société immobilière	IG	100,00%	100,00%

INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe BMCI est organisé autour de quatre pôles d'activité principaux :

- Banque de détail ;
- Banque offshore ;
- Financements spécialisés : BMCI Leasing et ARVAL ;
- Banque de Gestion : gestion d'actifs.

Les transactions entre les pôles d'activité sont conclues à des conditions commerciales de marché. Les informations sectorielles sont présentées en tenant compte des prix de transfert négociés entre les différents secteurs en relation au sein du Groupe BMCI.

Les actifs et passifs sectoriels regroupent l'ensemble des éléments composant le bilan du Groupe. Les actifs sectoriels sont directement déterminés à partir des éléments comptables de chaque pôle d'activité. Les passifs sectoriels sont déterminés par le moyen des fonds propres - normalisés par pôle - utilisés pour l'allocation du capital.

Les fonds propres sont alloués par pôles en fonction des risques encourus, sur la base d'un ensemble de conventions principalement fondées sur la consommation en fonds propres résultant des calculs d'actifs pondérés fixés par la réglementation relative à la solvabilité des établissements de crédit et entreprises d'investissement.

Les résultats par pôles d'activité à fonds propres normalisés sont déterminés en affectant à chacun des pôles le produit des fonds propres qui lui sont ainsi alloués.

GESTION DU CAPITAL RÉGLEMENTAIRE

Le Groupe BMCI est soumis au respect de la réglementation prudentielle prescrite par Bank Al-Maghrib (la banque centrale du Maroc), il s'agit notamment du ratio de solvabilité et de division des risques. Le ratio de solvabilité du Groupe, conformément à la circulaire N° 25/G/2006, est égal au rapport entre les fonds propres prudentiels globaux et les montants pondérés au titre du risque de crédit, de marché et du risque opérationnel. Les fonds propres prudentiels sont déterminés conformément à la circulaire N° 7/G/2010 de Bank Al-Maghrib. Ils sont répartis en trois catégories (les fonds propres de base, les fonds propres complémentaires et les fonds propres sur-complémentaires) desquelles sont réalisées un certain nombre de déductions.

FONCTION ET STRATÉGIE DE GESTION DES RISQUES

Le Groupe BMCI considère la maîtrise des risques auxquels il est exposé comme un corollaire indispensable afin d'assurer la pérennité de ses activités et le développement continu de sa rentabilité.

Aussi, le Groupe BMCI est confronté à une multitude de risques induits par la diversité de ses activités aussi bien au niveau de la banque qu'au niveau de l'ensemble des filiales.

Ainsi, conformément à la réglementation de Bank-Al Maghrib et en s'inspirant des meilleures pratiques internationales (notamment celles de l'actionnaire de référence BNP Paribas), le dispositif de contrôle interne mis en place par le Groupe BMCI répond à la réglementation en vigueur, mais permet aussi de se doter d'un dispositif adéquat en termes de suivi et de maîtrise des risques.

Ce dispositif a plus généralement pour objectif la maîtrise optimale des risques auxquels est exposé le Groupe BMCI. Il doit ainsi être compris comme un outil majeur de pilotage pour l'ensemble des acteurs et un instrument indispensable pour assurer la pérennité du Groupe BMCI.

Chaque évolution concernant le dispositif de contrôle interne est validée par le Directoire et par le Conseil de Surveillance.

Dans le cadre de ce dispositif :

- La Banque est organisée en unités responsables de leur système de contrôle interne. Les responsables définissent, en coordination avec les autres entités de la BMCI, leur dispositif de contrôle interne et veillent à son fonctionnement. Ils ont, chacun à son niveau, le devoir d'un contrôle complet et efficace des activités qui sont placées sous leur responsabilité.
- La pratique de délégation est l'un des principes sur lesquels repose le système de contrôle interne. Elle constitue le système de fonctionnement et de décision fondamental de la Banque, en instituant des relais chargés de mettre en œuvre la politique de la Direction Générale. Ces relais doivent s'assurer de l'application stricte de leurs décisions, en contrôlant leurs délégations.

Le dispositif de contrôle interne de la BMCI couvre les familles de risques suivantes :

- le risque de crédit et de contrepartie ;
- les risques de marché ;
- le risque de taux et de liquidité ;
- les risques opérationnels.

Par ailleurs, une fonction « conformité » a été mise en œuvre dans le cadre du pilier 2 de la réglementation Bâle II. Il s'agit d'une structure indépendante directement rattachée au Directoire, chargée du suivi du risque de non-conformité, lequel est défini comme étant le risque d'exposition à un risque de réputation,

de perte financière ou de sanction en raison de l'inobservation des dispositions légales et réglementaires ou des normes et pratiques en vigueur.

RISQUE DE CRÉDIT OU DE CONTREPARTIE

L'évaluation du risque de crédit résulte de la combinaison de deux paramètres : le risque de défaut de la contrepartie et le risque de perte en cas de défaut de cette contrepartie. Le dispositif de gestion du risque de crédit est fondé sur les deux données suivantes :

- **La Note de Contrepartie**, qui reflète le risque de défaut de la contrepartie : Une Note de Contrepartie, et une seule, est ainsi attribuée à chaque client de la BMCI qui bénéficie d'un crédit, quelque soit la nature de la contrepartie.
- **Le Taux de Récupération Global**, qui reflète, pour chaque crédit accordé, la récupération espérée, en cas de défaut de la contrepartie.

Ces deux données, utilisées à la BMCI depuis plus de cinq ans, sont fondamentales pour suivre, mesurer et gérer de manière fiable le risque de crédit. Elles constituent, en outre, les éléments essentiels à la mise en place de la réglementation Bâle II en méthode avancée.

• Gestion du risque de crédit

La gestion du risque de crédit est appréhendée au niveau de la mise en place des autorisations puis au niveau du suivi et du contrôle des utilisations.

La décision d'octroi ou le renouvellement des crédits obéit au principe du « double regard ». Ainsi, la prise de décision est réalisée conjointement par la ligne de clientèle et la Direction des Risques.

Le processus comprend une analyse complète du dossier réalisée par le site qui propose les concours puis une étude contradictoire réalisée par la filière risque avant présentation du dossier à un comité de crédit ad hoc.

Le contrôle des utilisations comprend plusieurs niveaux définis chacun par une procédure interne :

- **Contrôles de 1^{er} niveau** : Ces contrôles sont effectués par les lignes de clientèles et portent sur des Points de Surveillance Fondamentaux (PSF) qui font l'objet de procédures précises. Ainsi, doivent être effectués selon une périodicité et une méthodologie prédéfinie, des contrôles sur six domaines considérés comme sensibles par la Banque : note de contrepartie, garanties reçues et émises, comptes irréguliers, comptes avec incidents et tenue des dossiers engagements.
- **Contrôles de 2^e niveau** : La Direction des Risques intervient dans le dispositif de contrôle interne en assurant un contrôle de 2^e niveau sur le risque de crédit. La Direction des Risques veille au respect des procédures en matière de gestion du risque de crédit, exerce une surveillance rapprochée de l'utilisation des crédits et assure le suivi de l'évolution du profil de risque de la Banque. D'autres contrôles sont effectués à travers la réalisation d'analyses thématiques, de PSF dédiés et de divers comités de suivi des Risques.
- **Contrôles de 3^e niveau** : Le contrôle périodique, réalisé par l'Inspection Générale, assure une revue régulière de l'ensemble du portefeuille. Ainsi tout, les Groupes d'exploitation sont périodiquement audités et la qualité du portefeuille analysée. Toutefois, en cas de détérioration de la qualité du risque, l'Inspection Générale assure une présence plus rapprochée.

• Gestion du risque de concentration du crédit

Le risque de concentration du crédit est le risque inhérent à une exposition excessive pouvant engendrer des pertes pour la Banque ; les limites sectorielles sont revues périodiquement.

Une analyse trimestrielle est réalisée sur l'évolution de la concentration des engagements afin de prévenir une trop forte exposition sur un segment donné. La mesure et la gestion de ce risque permettent d'appréhender la forme et le niveau du risque de concentration du crédit encouru par type d'exposition (contreparties individuelles ; groupes d'intérêt ; contreparties appartenant au même secteur économique ; contreparties appartenant à la même région géographique ; garants) et de mettre en place des limites pour chaque type d'exposition. Ces limites sont validées et suivies par les instances dirigeantes.

• Risques de Marché :

Le risque de marché se définit comme la vulnérabilité des positions d'un portefeuille de négociation à la variation des paramètres de marché, de la volatilité de ses paramètres et des corrélations entre ces paramètres, autrement dit c'est le niveau de perte pouvant être subi suite au retournement défavorable du marché. Il se subdivise en cinq grandes familles :

- Risque de taux d'intérêt,
- Risque de change,
- Risque sur titre de propriété,
- Risque sur produit de base,
- Risque sur produit dérivé.

L'importance et la complexité relative de ces risques nécessitent la mise en place d'un dispositif de pilotage des risques encourus afin de les maintenir à des niveaux tolérables par rapport aux positions de la Banque et se conformer en même temps aux exigences des normes bâloises.

• Principes fondamentaux :

Dans l'objectif d'encadrement et de maîtrise des risques de marché, la BMCI a mis en place un dispositif de gestion des risques conforme aux normes Baloises et aux standards du groupe BNP PARIBAS. Ce dispositif est basé sur plusieurs principes parmi lesquels :

- Maîtrise et suivi des risques sur les expositions
- Développement des activités de marché dans le cadre de comités nouveaux produits avec analyse approfondie des risques engendrés par ces activités
- Respect de la réglementation bancaire en matière de gestion prudentielle des risques
- Adoption des standards du groupe et des meilleures pratiques en matière de gestion des risques de marché

La gestion du risque de marché au niveau de la BMCI repose sur des axes fondamentaux, permettant d'assurer un contrôle de qualité et une vision globale du risque sur toutes les activités liées au portefeuille de négociation de la Banque. Ces axes sont de l'ordre de trois :

- Un contrôle de 1^{er} niveau assuré par les opérateurs du Front qui sont tenus au respect des normes internes du Groupe en matière de trading et de prise de position sur les marchés et aussi en termes de déontologie.
- Un contrôle de 2^e niveau matérialisé par le suivi quotidien assuré par la Direction des Risques de Marchés qui veille au respect du dispositif de risque en matière de limites VaR et volume sur les positions de taux, change et liquidité. Des reportings journaliers retraçant les principaux indicateurs de risque sont adressés aux membres du Directoire de la Banque afin de les tenir informés des niveaux de risques et PnL dégagés par l'activité du trading. En plus d'un suivi fonctionnel par l'entité GRM « Group Risk Management » du Groupe BNP PARIBAS.
- Un suivi fonctionnel de 3^e niveau assuré par l'Audit Interne/Inspection Générale.

Un monitoring du top management est aussi assuré à travers la fixation de limites de trading pour bien suivre et cadrer l'activité :

- Position de change : Limite en VaR, en volume et par sens ;
- Position de taux : Limite en position moyenne par bande d'échéance ;
- Position obligatoire : Limite en VaR et en sensibilité par bande d'échéance ;
- Position sur option : Limite sur Grecs (Delta - Gamma - Véga)

Ces limites sont revues annuellement, soit à la hausse soit à la baisse, par la Direction Générale avec possibilité de révision tous les six mois ou à la demande.

RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES IAS/IFRS APPLIQUÉS PAR LE GROUPE BMCI



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

La VaR (Value at Risk) GEAR :

La VaR peut être définie comme étant la perte potentielle maximale que peut subir un portefeuille en cas de mouvements normales des paramètres de marché, sur un horizon de temps et pour un niveau de confiance donné. Le Groupe retient un niveau de confiance de 99% et un horizon de temps d'une journée. Les principales groupes de facteurs simulés sont :

- Prix d'actions et leurs volatilités implicites ;
- Taux d'intérêts, Titres / Swaps de taux ;
- Matières premières ;
- Cours de change et leurs volatilités implicites.

Les simulations des facteurs de risque sont calculées en utilisant l'approche Monté Carlo qui capte la non-normalité des paramètres de marché aussi bien que l'interdépendance entre les facteurs de marché.

Gestion du Risque de Change

Le risque de change inhérent à l'activité de trading Book BMCI correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier suite à l'évolution des cours des devises. Il trouve ses principales sources dans la position de change classique de la Banque et dans les options de change.

Le monitoring de ce risque est fait à travers deux principaux paramètres : Une limite en GEaR « Gross Earning at Risk » (équivalent VaR), des limites en volumes de position de change (Short // Long) et des Limites sur Grecs (Delta – Gamma – Véga) pour les options de change.

Risque de Taux et Risque Obligataire

Le risque de taux correspond au risque de variation de la valeur des positions ou au risque de variation des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêts sur le marché. Il trouve ses principales sources dans les positions de trésorerie et obligataires.

Le risque de taux à la BMCI est géré à travers des limites de positions moyennes par bande d'échéance et une limite globale en équivalent an (One Year Equivalent) pour la Trésorerie. Une limite en GEAR et des limites de sensibilité par bande d'échéance dites PV01 pour l'activité Trading Obligataire.

Système de contrôle et suivi des limites

Le suivi des Utilisations / Limites est réalisé quotidiennement à travers des reportings adressés au Top Management de la banque ainsi qu'à toutes les entités concernées. Ces reportings comprennent les positions de change, les positions sur titres et les positions de taux par devise.

Visés en premier lieu par le Directeur des Risques de Marché, ces reportings sont ensuite transmis au Responsable ALM Trésorerie et Capital Markets à la Direction Générale et à la Direction des Risques.

Le dépassement d'une limite en volume nécessite l'accord préalable du Président du Directoire et de la Direction des Risques. En revanche, le dépassement d'une limite en terme de VaR sur une position individuelle, dû par exemple à la dépréciation d'une devise, est toléré.

Stress Test

En parallèle au dispositif de suivi, des stress tests sur les positions de trésorerie sont réalisés mensuellement depuis 2005. Ils sont effectués selon deux approches :

- Une approche « Mark To Market » qui consiste à calculer l'impact d'un mouvement de taux d'intérêt sur le résultat du portefeuille.
- Une approche « Funding » qui consiste à calculer l'impact, sur le résultat de trésorerie, dû à une crise de liquidité. C'est une approche fondée sur le refinancement O/N du Liquidity Gap.

• Risque de taux et de liquidité

La stratégie de gestion du risque global de taux d'intérêt et de liquidité s'articule autour des principaux axes suivants :

- Respecter les ratios réglementaires de liquidité : ratio court terme, ratio de ressources permanentes, réserves Banque Centrale,
- Respecter les ratios de liquidité internes au groupe BNP PARIBAS (LCR, NSFR)
- Assurer la liquidité de la BMCI à court terme, et gérer le GAP de liquidité à long terme
- Eviter les déséquilibres extrêmes en gardant à l'esprit la sauvegarde de la solvabilité, de la capacité d'emprunt de la Banque et de son rating,
- Refinancer la banque commerciale au meilleur coût ;
- Maîtriser les risques financiers,
- Atténuer la variabilité des résultats,
- Limiter le risque de taux au travers du choix de la maturité du portefeuille de Titres, au travers de la maturité des emprunts et en orientant la politique commerciale par la détermination de Taux de Cession Internes adéquat.

L'ALM suit les risques de taux d'intérêt et de liquidité sur 3 périmètres distincts :

- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité structurels liés aux opérations clientèles regroupées dans les livres dénommés Book Commercial.
- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité structurel liés au Book Fonds Propres.
- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité résultant de la somme des sous composantes précédentes.

L'ALM suit et intègre par ailleurs ces risques au niveau du groupe BMCI, intégrant ainsi les principales filiales de financement.

L'ALM suit ces risques de taux d'intérêt et de liquidité pouvant provenir d'une :

- corrélation partielle ou nulle entre les conditions de rémunération clientèle et les conditions de marché (taux réglementés, taux de base...)
- incertitude sur la durée des opérations clientèle (dépôts à vue, comptes d'épargne...)
- existence d'options comportementales sur des produits clientèle longs à taux fixe ou assimilés (remboursements anticipés sur les crédits immobiliers...)

Ces analyses reposent sur l'élaboration des échéanciers reflétant les flux relatifs à une opération à la date de révision de son taux. Si cette dernière opération est à taux fixe, les flux sont positionnés à leur date d'échéance.

Pour les opérations ne disposant pas d'échéances contractuelles (ex : dépôts à vue, fonds propres...), elles sont « écoulées » selon des conventions d'échéancement induites des résultats des études statistiques réalisées sur ces postes.

Des limites d'impasse de taux (ressources taux fixe - emplois taux fixe) et de liquidité sont définies par bande d'échéance pour chaque book.

Des analyses de sensibilité sont également effectuées afin de mesurer la stabilité du PNB (produit net bancaire) par rapport à un choc de taux de 100 à 200 bp.

Par ailleurs, les impasses de liquidité à un an sont également encadrées par une limite fixée en interne. un plan de gestion de crise selon plusieurs scénarios est établi afin de prévenir tout risque d'illiquidité. Ce plan est déclenché, soit par des indicateurs internes propres à la banque (liés à son niveau de liquidité et son accès au marché), soit par des indicateurs externes provenant de conditions de marché, des interventions des autorités monétaires (office des changes et BAM), des évolutions effectives ou probables de la loi ainsi que des anticipations sur les conditions de liquidité et de financement de la banque et de ces concurrents.

Périodiquement, un comité ALCO regroupant les membres du Directoire se tient afin de contrôler :

- le niveau d'exposition du groupe en termes de risque de taux et de liquidité
- le respect des limites mises en place pour encadrer ces risques
- la réorientation de la stratégie de la Banque en matière de gestion du bilan en fonction de son profil de

risque ainsi que de l'évolution du marché.

- le respect des exigences réglementaires dans le cadre des recommandations du pilier II de Bâle II.

• Risques opérationnels

Bank Al Maghrib définit le risque opérationnel comme étant « un risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs ». Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

Bénéficiant, depuis plusieurs années, des meilleures pratiques de l'actionnaire de référence le Groupe BNP Paribas, le dispositif de gestion des risques opérationnels du Groupe BMCI a atteint aujourd'hui un niveau de maturité significatif.

Les choix et orientations adoptés par le Groupe BMCI depuis l'exercice 2004 pour la gestion des risques opérationnels répondent aux circulaires et directives de Bank Al Maghrib en la matière.

APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION BÂLE II

Le nouveau dispositif Bâle II est entré en vigueur au Maroc en janvier 2007 pour les approches standards de calcul des exigences en fonds propres au titre des risques de crédit, de marché et opérationnels.

Dès la publication de ces textes par le régulateur, la banque a engagé un large chantier induisant la mobilisation significative des équipes et ce afin d'être conforme à la réglementation Bâle II sur les méthodes standard. Ces travaux ont amené à la mise en place d'un dispositif de calcul du ratio de solvabilité en méthode standard. Il permet d'aboutir aux exigences réglementaires au titre du risque de crédit, de marché et opérationnel. Le régulateur a édicté les textes relatifs au pilier II « Dispositif de surveillance des risques et l'adéquation des fonds propres internes » ainsi que le Pilier III « Dispositif sur la discipline de marché ». Par ailleurs, l'analyse des textes réglementaires relatifs au Pilier II a permis à la BMCI de structurer des chantiers complémentaires avec pour objectif l'alignement à la réglementation et l'adoption des meilleures pratiques en matière de gestion des risques.

Courant l'année 2013, la BMCI a mis en place un dispositif de maîtrise du risque portant sur le périmètre de la clientèle des particuliers et professionnels en déployant la notation Retail automatisée ; la particularité NEGCOM et le déclassement en défaut automatique.

La notation automatique Retail/Déclassement concerne tous les clients particuliers et professionnels et se base sur les caractéristiques intrinsèques ainsi que sur l'historique de leur relation avec la BMCI (flux confiés, solde, ancienneté de la relation, irrégularités...etc.). La note de contrepartie est mise à jour chaque huitième jour du mois via un traitement automatique. Il s'agit donc de mesurer à partir d'une approche multicritère standard et systématique le niveau de risque d'un client.

La première notation automatique a été déployée le 08/10/2013 et les travaux de stabilisation du modèle y afférant se sont poursuivis sur 2014.

En attendant, le suivi du risque de la clientèle Retail continue à s'appuyer sur la notation existante.

• Organisation et Gestion des risques:

Risque de crédit :

La BMCI a mis en place en conformité avec les directives de Bank Al Maghrib relatives au Pilier II de Bâle II, un dispositif de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques adapté à la nature, au volume et au degré de complexité de ses activités. Ce dispositif qui transpose par ailleurs les normes du Groupe BNP Paribas, lui permet notamment :

- d'évaluer et de maîtriser l'ensemble des risques auxquels elle est exposée ;
- de maintenir l'exposition aux différents risques dans les limites globales arrêtées par la réglementation en vigueur et / ou fixées par le Directoire et approuvées par le Conseil de Surveillance.
- d'évaluer et conserver en permanence les niveaux et les catégories des fonds propres ainsi que leur allocation compte tenu de la nature et du niveau des risques auxquels la BMCI pourrait être exposée.

Risques de marché

Dans le cadre des dispositions Bâle 2 en matière de fonds propres et de répartition des risques, la BMCI applique la méthode standard pour le calcul des exigences en fonds propres au titre des risques de marché.

L'effet de l'exigence en fonds propres au titre des risques de marché n'est pas important puisqu'elle ne représente que 1% du total des exigences de tous les risques.

Risques opérationnels

Depuis plusieurs années, la BMCI a mis en place un dispositif en vue de se conformer aux exigences Bâle 2.

La gouvernance de la gestion des risques opérationnels pour le Groupe BMCI s'appuie sur :

- des comités réguliers où l'État Major de la Banque traite des sujets de risques opérationnels et exploite les informations pour une meilleure maîtrise de ces risques (Comité de Coordination du Contrôle Interne, Comité de la Conformité, Comité d'Audit).

• une structure dédiée à la gestion du Risque Opérationnel créée en 2004, et rattachée à la Direction de la Conformité depuis avril 2008.

• une politique générale de gestion du Risque Opérationnel approuvée par le Conseil de Surveillance de la Banque et un référentiel de procédures complet et mis à jour.

• un outil de gestion du risque opérationnel dédié, commun à l'ensemble des filiales du Groupe BNP Paribas, avec une historisation des incidents historiques et des incidents potentiels de risque opérationnel.

Le Groupe BMCI a mis en place un système d'identification et d'évaluation des risques opérationnels, basé sur :

- l'élaboration de cartographies des processus et des risques couvrant l'ensemble des activités du Groupe BMCI.

• un dispositif de collecte des incidents historiques de risques opérationnels impliquant l'ensemble des entités opérationnelles, complété par un processus d'attestation périodique de la fiabilité et de l'exhaustivité des données.

• l'identification et l'analyse qualitative et quantitative des incidents potentiels de risques opérationnels. Cette démarche permet de mettre à la disposition du management de la Banque et des entités opérationnelles une quantification des risques majeurs, pour un pilotage optimal des expositions en terme de risques opérationnels.

Par ailleurs, la maîtrise et l'atténuation des risques opérationnels s'opère notamment à travers :

- la maîtrise des risques extrêmes basée sur le dispositif de continuité d'activité qui a atteint un niveau de maturité global satisfaisant.

• des actions préventives et correctives mises en place suite aux incidents historiques significatifs constatés. A ce titre, le dispositif de contrôle permanent a atteint un niveau de maturité certain avec une couverture optimale du périmètre par la Direction du Contrôle Permanent Groupe, l'utilisation d'outils ayant permis l'industrialisation des contrôles et l'amélioration de leur qualité et la mise en place d'actions préventives et correctives permettant de couvrir les risques majeurs.

• un processus de validation des produits, activités et organisations nouvelles (PAON) et des Transactions Exceptionnelles, mettant en exergue les risques associés et les conditions de mise en œuvre ainsi que les règles de contrôle appropriées.

- un dispositif de maîtrise des activités externalisées essentielles.
- des actions de sensibilisation sur les sujets de Risque Opérationnel menées auprès des entités opérationnelles.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

IFRS / IAS AU 31 DÉCEMBRE 2014



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

BILAN ACTIF IFRS	En milliers de DH	
	31/12/14	31/12/13
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	1 868 611	2 713 479
ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	356 136	354 551
INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE		
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	7 954 604	8 046 615
PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	1 964 679	967 914
PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	51 208 710	52 136 923
ECART DE RÉÉVALUATION ACTIF DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		
PLACEMENTS DÉTENUS JUSQU'À LEUR ÉCHÉANCE		
ACTIFS D'IMPÔT EXIGIBLE	55 020	91 048
ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	82 151	106 350
COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES ACTIFS	625 971	571 400
ACTIFS NON COURANTS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS		
PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE	13 475	13 765
IMMEUBLES DE PLACEMENT	23 907	25 136
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 740 010	1 651 169
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	293 693	246 802
ECARTS D'ACQUISITION	87 720	87 720
TOTAL ACTIF IFRS	66 274 687	67 012 871

BILAN PASSIF IFRS	En milliers de DH	
	31/12/14	31/12/13
BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX		
PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	56 870	11 894
INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE		
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	5 934 607	4 988 047
DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	43 290 818	44 256 249
TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	5 342 075	6 478 561
ECART DE RÉÉVALUATION PASSIF DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		
PASSIFS D'IMPÔT COURANT	4 901	10 504
PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ	215 356	222 165
COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES PASSIFS	1 873 654	1 585 133
DETTES LIÉES AUX ACTIFS NON COURANTS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS		
PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	258 443	212 526
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE		
DETTES SUBORDONNÉES	754 478	754 775
CAPITAL ET RÉSERVES LIÉES	4 595 692	4 595 648
RÉSERVES CONSOLIDÉES	3 477 990	3 233 575
• Part du groupe	3 439 077	3 196 048
• Part des minoritaires	38 913	37 527
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS, PART DU GROUPE	104 532	22 632
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	365 271	641 160
• Part du groupe	364 361	639 949
• Part des minoritaires	910	1 212
TOTAL PASSIF IFRS	66 274 687	67 012 871
CAPITAUX PROPRES	8 543 485	8 493 016
• Part du groupe	8 503 662	8 454 277
• Part des intérêts minoritaires	39 824	38 738

COMPTE DE RÉSULTATS IFRS CONSOLIDÉS	En milliers de DH	
	31/12/14	31/12/13
Intérêts et produits assimilés	3 507 924	3 632 796
Intérêts et charges assimilés	941 200	1 073 375
MARGE D'INTERÊT	2 566 723	2 559 421
Commissions perçues	499 686	476 237
Commissions servies	57 848	46 578
MARGE SUR COMMISSIONS	441 838	429 659
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	253 621	218 414
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	62 658	-9 731
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS DE MARCHÉ	316 279	208 683
Produits des autres activités	53 837	33 837
Charges des autres activités	105 499	99 565
PRODUIT NET BANCAIRE	3 273 178	3 132 036
Charges générales d'exploitation	1 410 287	1 311 510
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	175 669	171 419
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 687 223	1 649 108
Coût du risque	982 192	588 141
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	705 031	1 060 966
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	2 494	949
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-
Variations de valeurs des écarts d'acquisition		
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	707 525	1 061 915
Impôts sur les bénéfices	342 254	420 755
RÉSULTAT NET	365 271	641 160
Résultat hors groupe	910	1 212
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	364 361	639 949
Résultat par action (en dirham)	27	48
Résultat dilué par action (en dirham)		

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	En milliers de DH	
	31/12/14	31/12/13
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	707 525	1 061 915
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	175 669	171 419
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	982 432	588 108
+/- Dotations nettes aux provisions	45 917	21 956
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	2 494	949
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-	-
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	-	-
+/- Autres mouvements	-102 242	-112 453
TOTAL DES ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES INCLUS	1 104 270	669 979
DANS LE RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS ET DES AUTRES AJUSTEMENTS	1 104 270	669 979
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	1 045 033	-1 539 353
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-972 642	4 658 626
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-871 086	-3 104 049
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	240 867	333 159
- Impôts versés	-349 456	-469 998
DIMINUTION/(AUGMENTATION) NETTE DES ACTIFS ET DES PASSIFS	-907 284	-121 615
PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	904 511	1 610 279
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	904 511	1 610 279
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-2 204	-33 701
+/- Flux liés aux immeubles de placement	1 230	1 230
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-311 402	-276 213
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	-312 376	-308 684
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-405 525	-405 078
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-297	107
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	-405 822	-404 971
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE	186 313	896 624
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	186 313	896 624
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	2 531 922	1 635 298
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	2 713 479	1 872 597
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-181 557	-237 299
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	2 718 235	2 531 922
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	1 868 611	2 713 479
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	849 624	-181 557
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	186 313	896 624

ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

IFRS / IAS AU 31 DÉCEMBRE 2014



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

	En milliers de DH							
	CAPITAL	RÉSERVES LIÉES AU CAPITAL	ACTIONS PROPRES	RÉSERVES ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS	GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS	CAPITAUX PROPRES PART GROUPE	INTÉRÊTS MINORITAIRES	TOTAL
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉC 2012	1 281 701	3 313 947		3 582 936	8 618	8 187 202	90 815	8 278 017
Changements de méthodes comptables								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2012 CORRIGÉS	1 281 701	3 313 947	-	3 582 936	8 618	8 187 202	90 815	8 278 017
Opérations sur capital								
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-398 365		-398 365	-6 712	-405 077
Autres				12 185		12 185	-46 576	-34 391
RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2013				639 949		639 949	1 212	641 160
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat					14 014	14 014		14 014
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat				-708		-708		-708
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS				-708	14 014	13 306		13 306
Variations de périmètre								
Capitaux propres clôture au 31 décembre 2013	1 281 701	3 313 947		3 835 997	22 632	8 454 278	38 738	8 493 016
Changements de méthodes comptables								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2013 CORRIGÉS	1 281 701	3 313 947	-	3 835 997	22 632	8 454 278	38 738	8 493 016
Opérations sur capital	44					44		44
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-398 365		-398 365	-3 351	-401 716
Autres				-2 149		-2 149	3 526	1 377
RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2014				364 361		364 361	910	365 271
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat					81 900	81 900		81 900
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat				3 593		3 593		3 593
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS				3 593	81 900	85 493		85 493
Variations de périmètre								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2014	1 281 745	3 313 947		3 803 437	104 532	8 503 661	39 823	8 543 485

ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	En milliers de DH	
	31/12/14	31/12/13
RÉSULTAT NET	365 271	641 160
Écart de conversion		
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	104 665	22 317
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Réévaluation des immobilisations		
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-133	315
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	104 532	22 632
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	469 803	663 793
Part du groupe	468 892	662 562
Part des minoritaires	910	1 231

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	En milliers de DH	
	31/12/14	31/12/13
TITRES ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR	7 954 604	8 046 615
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILÉS	6 921 009	5 945 983
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE	866 179	1 962 263
• Titres cotés	-	-
• Titres non cotés	866 179	1 962 263
ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE	61 959	48 762
• Titres cotés	9 962	9 340
• Titres non cotés	51 997	39 423
• TITRES DE PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉS	105 457	89 607
TOTAL DES TITRES DISPONIBLE À LA VENTE	7 954 604	8 046 615

GAINS ET PERTES LATENTS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	En milliers de DH					
	31/12/14			31/12/13		
	JUSTE VALEUR	GAINS LATENTS	PERTES LATENTES	JUSTE VALEUR	GAINS LATENTS	PERTES LATENTES
Effets publics et valeurs assimilées	6 783 900	117 398	-	5 859 889	13 719	10 143
Obligations et autres titres à revenu fixe	861 874	331	2 286	1 957 715	-	2 500
Actions et autres titres à revenu variable	60 746	4 785	-	46 389	3 925	-
Titres de participation non consolidés	105 457	45 953	-	89 607	30 554	-
Créances disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	142 626	-	-	93 015	-	-
VALEUR AU BILAN DES ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	7 954 604	168 467	2 286	8 046 615	48 198	12 644
Total gains et pertes latents	-	168 467	2 286	-	48 198	12 644
Impôts différés	-	62 202	686	-	17 711	4 473
Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente nets	-	106 265	1 600	-	30 488	8 171
GAINS ET PERTES LATENTS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLE À LA VENTE NETS PART GROUPE		106 265	1 600		30 488	8 171

RÉPARTITION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR NATURE DE PRIX DE MARCHÉ OU DE MODÈLE UTILISÉ POUR LA VALORISATION	En milliers de DH							
	31/12/14				31/12/13			
	PRIX DE MARCHÉ	MODÈLE AVEC PARAMÈTRES OBSERVABLES	MODÈLE AVEC PARAMÈTRES NON OBSERVABLES	TOTAL	PRIX DE MARCHÉ	MODÈLE AVEC PARAMÈTRES OBSERVABLES	MODÈLE AVEC PARAMÈTRES NON OBSERVABLES	TOTAL
ACTIF FINANCIERS								
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	356 136			356 136	354 551			354 551
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat sur option								
PASSIF FINANCIERS								
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	56 870			56 870	11 894			11 894
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat sur option								

IMMEUBLES DE PLACEMENT	En milliers de DH						
	31/12/13	VARIATION PÉRIMÈTRE	ACQUISITIONS	CESSIONS ET ÉCHÉANCES	ÉCART DE CONVERSION	AUTRES MOUVEMENTS	31/12/2014
Valeur brute	32 337		-				32 337
Amortissements et provisions	7 201					1 229	8 430
VALEUR NETTE AU BILAN	25 136	-	-	-	-	-1 229	23 907

ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

IFRS / IAS AU 31 DÉCEMBRE 2014



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

En milliers de DH

	31/12/13			31/12/14		
	VALEUR BRUTE	CUMUL DES AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR	VALEUR NETTE	VALEUR BRUTE	CUMUL DES AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR	VALEUR NETTE
Terrains et constructions	1 495 732	341 390	1 154 342	1 617 510	382 488	1 235 022
Equip. Mobilier, installation	397 246	284 577	112 669	442 426	315 129	127 297
Biens mobiliers donnés en location						
Autres immobilisations	723 414	339 256	384 158	767 300	389 609	377 691
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 616 392	965 223	1 651 169	2 827 236	1 087 226	1 740 010
Logiciels informatiques acquis	323 450	216 160	107 290	399 494	254 723	144 771
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisations incorporelles	142 089	2 577	139 512	151 589	2 667	148 922
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	465 539	218 737	246 802	551 083	257 390	293 693

ECARTS D'ACQUISITIONS

En milliers de DH

	31/12/13	VARIATION PÉRIMÈTRE	ECART DE CONVERSION	AUTRES MOUVEMENTS	31/12/14
Valeur brute	87 720				87 720
Cumul des pertes de valeurs					
VALEUR NETTE AU BILAN	87 720				87 720

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En milliers de DH

	31/12/14	31/12/13
ETABLISSEMENTS DE CRÉDITS	1 964 679	967 914
Comptes et prêts	1 861 854	804 434
Valeurs reçues en pension	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Autres prêts et créances	87 209	148 395
TOTAL EN PRINCIPAL	1 949 063	952 829
Créances rattachées	15 616	15 085
Provisions	-	-
VALEUR NETTE	1 964 679	967 914
OPÉRATIONS INTERNES AU GROUPE	2 971 958	5 909 597
Comptes à vue	753 673	433 009
Comptes et avances à terme	2 191 570	5 377 832
Prêts subordonnés	-	-
Créances rattachées	26 715	98 756

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

En milliers de DH

	31/12/14	31/12/13
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	47 943 611	48 616 629
Créances commerciales	8 420 494	12 436 335
Autres concours à la clientèle	36 022 173	30 748 652
Valeurs reçues en pension	-	47 063
Comptes ordinaires débiteurs	7 554 910	8 560 496
TOTAL EN PRINCIPAL	51 997 577	51 792 546
Créances rattachées	108 257	114 621
Provisions	4 162 223	3 290 538
VALEUR NETTE	47 943 611	48 616 629
OPÉRATIONS DE CRÉDIT BAIL	3 265 099	3 520 294
Crédit-bail immobilier	1 252 670	1 327 051
Crédit-bail mobilier, LOA et opérations assimilées	1 847 331	2 040 446
TOTAL EN PRINCIPAL	3 100 001	3 367 497
Créances rattachées	456 970	404 397
Provisions	291 872	251 600
VALEUR NETTE	3 265 099	3 520 294

TOTAL 51 208 710 52 136 923

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En milliers de DH

	31/12/14	31/12/13
ETABLISSEMENTS DE CRÉDITS	5 934 607	4 988 047
Comptes et emprunts	5 897 650	4 962 657
Valeurs données en pension		
TOTAL EN PRINCIPAL	5 897 650	4 962 657
Dettes rattachées	36 957	25 390
VALEUR AU BILAN	5 934 607	4 988 047
OPÉRATIONS INTERNES AU GROUPE	3 044 575	5 981 429
Comptes à vue créditeurs	697 170	139 207
Comptes et avances à terme	2 320 690	5 743 466
Dettes rattachées	26 715	98 756

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

En milliers de DH

	31/12/14	31/12/13
Comptes à vue créditeurs	29 162 567	27 380 999
Comptes d'épargne	8 046 530	7 499 386
Autres dettes envers la clientèle	6 015 910	9 087 605
Valeurs données en pension		180 695
TOTAL EN PRINCIPAL	43 225 007	44 148 685
Dettes rattachées	65 811	107 564

VALEUR AU BILAN 43 290 818 44 256 249

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

En milliers de DH

	SOLDE AU		VARIATION		REPRISES		REPRISES		AUTRES		SOLDE AU
	31/12/13	31/12/14	DE PÉRIMÈTRE	DOTATIONS	UTILISÉES	NON UTILISÉES	VARIATIONS	31/12/14			
Provision pour risques d'exécution des engagements par signature	18 220			11 648							29 868
Provision pour engagements sociaux	75 571			14 334	8 867			710			81 748
Provision pour litige et garanties de passif	80 879			23 628	44 193						60 314
Provision pour risques fiscaux											
Provision pour impôts											
Autres provisions pour risques et charges	37 856			63 168	14 511						86 513
TOTAL	212 526			112 778	67 571			710			258 443

MARGE D'INTÉRÊT

En milliers de DH

	31/12/14			31/12/13		
	PRODUITS	CHARGES	NET	PRODUITS	CHARGES	NET
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	3 130 990	537 994	2 592 996	3 259 209	623 738	2 635 471
Comptes et prêts / emprunts	2 869 773	495 381	2 374 392	2 971 822	574 734	2 397 088
Opérations de pensions	1 195	12 246	-11 051	662	6 798	-6 136
Opérations de location-financement	260 022	30 367	229 655	286 725	42 206	244 519
OPÉRATIONS INTERBANCAIRES	43 770	115 980	-72 210	68 912	74 669	-5 757
Comptes et prêts / emprunts	43 684	79 358	-35 674	68 082	57 405	10 677
Opérations de pensions	86	36 622	-36 536	830	17 264	-16 434
EMPRUNTS ÉMIS PAR LE GROUPE	287 227	-287 227		374 968	-374 968	
ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE	333 164	333 164	304 675	304 675		
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	3 507 924	941 201	2 566 723	3 632 796	1 073 375	2 559 421

COMMISSIONS NETTES

En milliers de DH

	31/12/14			31/12/13		
	PRODUITS	CHARGES	NET	PRODUITS	CHARGES	NET
COMMISSIONS NETTES SUR OPÉRATIONS	108 179	56 541	51 638	109 752	45 694	64 058
avec les établissements de crédit	-	340	-340	-	1 548	-1 548
avec la clientèle	84 741	54 715	30 026	89 191	43 444	45 747
sur titres	19 175	1 486	17 689	17 078	582	16 496
de change	3 919	-	3 919	3 201	120	3 081
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	344	-	344	282	-	282
PRESTATION DE SERVICES BANCAIRES ET FINANCIERS	391 507	1 307	390 200	366 485	884	365 601
Produits nets de gestion d'OPCVM	45 177	81	45 096	49 308	145	49 163
Produits nets sur moyen de paiement	126 873	430	126 443	115 780	739	115 041
Assurance	57 371	796	56 575	57 904	-	57 904
Autres	162 086	-	162 086	143 493	-	143 493

PRODUITS NETS DE COMMISSIONS 499 686 57 848 441 838 476 237 46 578 429 659

ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

IFRS / IAS AU 31 DÉCEMBRE 2014



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

COÛT DU RISQUE

	En milliers de DH	
	31/12/14	31/12/13
DOTATIONS AUX PROVISIONS	-1 098 267	-689 245
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-997 894	-650 868
Provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Provisions engagements par signature	-11 648	
Autres provisions pour risques et charges	-88 725	-38 377
REPRISES DE PROVISIONS	143 281	183 509
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	85 532	162 191
Reprises de provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Reprises de provisions engagements par signature		2 651
Reprise des autres provisions pour risques et charges	57 749	18 666
VARIATION DES PROVISIONS	-27 206	-82 405
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers disponibles à la vente (titres à revenus fixes)		
Pertes pour risque de contrepartie des actifs détenus jusqu'à l'échéance		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-13 335	-14 129
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-13 871	-68 875
Décote sur les crédits restructurés		
Récupérations sur prêts et créances amorties		599
Pertes sur engagement par signature		
Autres pertes		

COÛT DU RISQUE

-982 192 **-588 141**

RELATION ENTRE LES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES DU GROUPE AU 31/12/2014

ENTREPRISES CONSOLIDÉES PAR :	En milliers de DH		
	INTEGRATION PROPORTIONNELLE	MISE EN EQUIVALENCE	INTÉGRATION GLOBALE
ACTIF			
PRÊTS, AVANCES ET TITRES		57 778	3 231 075
Comptes ordinaires		57778	97 475
Prêts			2 971 385
Titres			162 215
Opération de location financement			
ACTIF DIVERS			12 476
TOTAL			3 243 551
PASSIF			
Dépôts		650 500	97 475
Comptes ordinaires			97 475
Autres emprunts		650 500	
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE			162 215
PASSIF DIVERS			2 983 854
TOTAL		650 500	3 243 544
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE			
ENGAGEMENTS DONNÉS			4 247 695
ENGAGEMENTS RECUS			4 247 695

ÉLÉMENTS DE RÉSULTAT RELATIFS AUX OPÉRATIONS RÉALISÉES AVEC LES PARTIES LIÉES AU 31/12/2014

ENTREPRISES CONSOLIDÉES PAR :	En milliers de DH		
	INTEGRATION PROPORTIONNELLE	MISE EN EQUIVALENCE	INTÉGRATION GLOBALE
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS			169 767
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES		32 285	169 847
COMMISSIONS (PRODUITS)			31 871
COMMISSIONS (CHARGES)			15 852
PRESTATIONS DE SERVICES DONNÉES			
PRESTATIONS DE SERVICES REÇUES		2 306	20 056
LOYERS REÇUS		1 534	3 747

INFORMATION PAR PÔLE D'ACTIVITÉ - BILAN AU 31/12/2014

	En milliers de DH					TOTAL
	BANQUE DE DÉTAIL	SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT SPÉCIALISÉES	BANQUE OFFSHORE	SOCIÉTÉ DE GESTION D'ACTIFS	AUTRES	
TOTAL BILAN	57 542 018	3 141 278	5 400 824	46 383	144 183	66 274 687
dont						
ÉLÉMENTS D'ACTIF						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	356 136					356 136
Actifs disponibles à la vente	7 755 209		145 606	16 584	37 205	7 954 604
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 927 737	1 761	17 805	17 376		1 964 679
Prêts et créances sur la clientèle	42 957 212	3 045 832	5 192 149	5 778	7 738	51 208 710
Immobilisations corporelles	1 677 835	267	7 526	1 095	53 288	1 740 010
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 475 006	12 194	4 430 415	16 981	11	5 934 607
Dettes envers la clientèle	42 990 572	5 110	295 136			43 290 818
Provisions techniques des contrats d'assurance						
Dettes subordonnées	754 478					754 478
Capitaux propres	8 152 251	312 836	98 495	28 626	-48 723	8 543 486

RÉSULTAT PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL - COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2014

	En milliers de DH						TOTAL
	BANQUE DE DÉTAIL	SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT SPÉCIALISÉES	BANQUE OFFSHORE	SOCIÉTÉ DE GESTION D'ACTIFS	AUTRES	ÉLIMINATIONS	
MARGE D'INTÉRÊT	2 419 906	95 392	61 998	-7	-8 110	-2 456	2 566 723
MARGE SUR COMMISSIONS	381 895	-1 240	6 583	30 417	40 201	-16 018	441 838
PRODUIT NET BANCAIRE	3 159 293	98 305	67 229	32 552	42 696	-126 897	3 273 178
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 371 138	28 952	4 974	12 535	12 502	-19 813	1 410 287
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	776 324	44 573	61 944	19 767	23 881	-221 459	705 031
RÉSULTAT NET	446 190	31 412	38 433	13 791	14 110	-178 665	365 271
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	446 160	30 532	38 433	13 791	14 110	-178 665	364 360

ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS IFRS / IAS AU 31 DECEMBRE 2014



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

	31/12/14		31/12/13	
	ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION	ACTIFS FINANCIERS À LA JV PAR RÉSULTAT SUR OPTION	ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION	ACTIFS FINANCIERS À LA JV PAR RÉSULTAT SUR OPTION
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes				
Valeur reçus en pension				
Effets publics et valeurs assimilées				
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE	324 129		340 513	
• Titres cotés				
• Titres non cotés	324 129		340 513	
ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE				
• Titres cotés				
• Titres non cotés				
INSTRUMENTS DÉRIVÉS	32 007		14 038	
CRÉANCES RATTACHÉES				
JUSTE VALEUR AU BILAN	356 136	-	354 551	-

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

	En milliers de DH	
	31/12/14	31/12/13
Valeurs données en pension		
Instruments dérivés	56 870	11 894
JUSTE VALEUR AU BILAN	56 870	11 894

DÉRIVÉS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION

PAR TYPE DE RISQUE 31/12/2014	En milliers de DH		
	VALEUR COMPTABLE		MONTANT NOTIONNEL
	ACTIFS	PASSIFS	
Capitaux propres			
Change	32 007	56 870	
Crédit			
Matières premières			
TOTAL	32 007	56 870	

ENGAGEMENTS DE GARANTIE

	En milliers de DH	
	31/12/14	31/12/13
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	10 500 167	12 051 851
D'ordre des établissements de crédit	3 141 955	3 711 175
D'ordre de la clientèle	7 358 212	8 340 676
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS	7 271 066	8 509 476
des établissements de crédit	7 271 066	8 509 476
de l'état et d'autres organismes de garantie	0	0

PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

	En milliers de DH				
	VALEUR DE MISE EN ÉQUIVALENCE	RÉSULTAT	TOTAL BILAN	REVENU (CA)	QUOTE-PART DE RÉSULTAT DANS LES SOCIÉTÉS MEE
Sociétés financière					
Sociétés non financières	Arval Maroc	7 481	888 230	374 365	2 494
VALEUR NETTE AU BILAN DES QUOTES-PARTS DANS LES SOCIÉTÉS MEE	13 475	7 481	888 230	374 365	2 494

EVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

	31/12/14	31/12/13
Capital en(DH)	1 327 928 600	1 327 884 300
Nombre d'actions	13 279 286	13 278 843
Résultat Part Groupe (KDH)	364 361	639 949
RÉSULTAT PAR ACTION (DH)	27	48

RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2014

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints, de la BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (BMCI) et ses filiales (Groupe BMCI), comprenant le bilan au 31 décembre 2014, ainsi que le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état de variations des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de 8.543.485 KMAD, dont un bénéfice net consolidé de 365.271 KMAD.

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES

	En milliers de DH	
	31/12/14	31/12/13
AUTRES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	5 342 075	6 478 561
Titres de créances négociables	5 342 075	6 478 561
Emprunts obligataires		
DETTES SUBORDONNÉES	754 478	754 775
Emprunt subordonnés		
• à durée déterminée	754 478	754 775
• à durée indéterminée		
TITRES SUBORDONNÉS		
• à durée déterminée		
• à durée indéterminée		
TOTAL	6 096 553	7 233 336

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS

	En milliers de DH	
	31/12/14	31/12/13
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS DONNÉS	4 455 474	3 812 547
• Aux établissements de crédit		11 795
• A la clientèle	4 347 412	3 800 752
• Autre engagements en faveur de la clientèle	108 062	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS	-	299 250
• des établissements de crédit		299 250
• de la clientèle		

appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états financiers

À notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'ensemble constitué par les entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2014, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Casablanca, le 18 mars 2015

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE AUDIT

Fawzi BRITEL
Associé
Deloitte Audit
288, Boulevard Zerktouni
- CASABLANCA -
Tél : 05 22 22 40 25/26/34/81
Fax : 05 22 22 40 78

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

Abdou Souleye DIOP
Associé
MAZARS AUDIT ET CONSEIL
1014 Bd Abdelmoumen
20 365 CASABLANCA
Tél : 0522 423 423 (L.G.)
Fax : 0522 423 420



COMMUNICATION FINANCIÈRE

Comptes sociaux au 31 décembre 2014



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

BMCI - S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 1 327 928 600 Dirhams
Siège Social: 26, place des Nations Unies - Casablanca - Maroc - Tél.: 05 22 46 10 00



1.1 PRÉSENTATION

BMCI est une société anonyme de droit commun constituée au Maroc en 1943. Les états de synthèse comprennent les comptes du Siège ainsi que des agences établies au Maroc.

1.2 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse de la BMCI est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

1.3 CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Présentation générale des créances

- Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours : Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit, crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.
- Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie.
- Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (Etablissements de crédit, clientèle).
- Les valeurs reçues à l'encaissement qui ne sont portées au crédit du remettant qu'après leur encaissement effectif ou après un délai contractuel ne sont pas comptabilisées dans le bilan, mais font l'objet d'une comptabilité matière.
- Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit:

Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,

Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :

- 20% pour les créances pré-douteuses,
- 50 % pour les créances douteuses,
- 100 % pour les créances compromises.

Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

- Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils sont constatés en produits à leur encaissement.
- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles.
- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci ont connu une évolution favorable (remboursements effectifs ou restructuration de la créance avec un remboursement partiel ou total).

1.4 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

1.5 PORTEFEUILLE DE TITRES

1.5.1 Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions au Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part, en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

1.5.2 Titres de transaction

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance.

Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat (coupon inclus). A chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de résultats

1.5.3 Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieure à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont comptabilisés, coupon couru inclus dans le prix d'acquisition

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

A chaque arrêté comptable, la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

1.5.4 Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour procurer, sur une assez longue période, des revenus réguliers.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon inclus dans le prix d'acquisition

A chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quel que soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

Au 31 Décembre, aucun titre n'est classé dans la catégorie de titres d'investissement ; en effet, la banque a

procédé au reclassement de la totalité de son portefeuille de titres d'investissement en titres de placement afin d'harmoniser la classification des titres entre les comptes sociaux et les comptes consolidés, en conformité avec les dispositions de la section 2 « opération sur titres » du PCEC mis à jour, en vigueur à compter du 01/01/2008.

1.5.5 Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque.

A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Seules, les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, selon la valeur d'utilité de la participation à la constitution de provisions pour dépréciation

1.5.6 Pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus au bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan.

1.6 LES OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVICES

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change sur les comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.

Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

1.7 LES PROVISIONS POUR RISQUES GÉNÉRAUX

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

1.8 LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

NATURE	DURÉE D'AMORTISSEMENT
Droit au bail	non amortissable
Logiciels informatiques	7 ans
Logiciels informatiques (logiciels acquis depuis 2004)	5 ans

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont composées et sont amorties sur les durées suivantes :

NATURE	DURÉE D'AMORTISSEMENT
Terrains d'exploitation	non amortissables
Immeubles d'exploitation : bureaux	25 ans
Matériel roulant	5 ans
Matériel de bureau	5 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Agencements, aménagements et installations d'exploitation	10 ans
Matériel informatique :	
Grosse informatique	10 ans
Micro informatique	7 ans
Micro informatique (matériel acquis depuis 2004)	5 ans

1.9 CHARGES À RÉPARTIR

Les charges à répartirregistrent des dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

1.10 PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment par le souci de bénéficiaire d'un avantage fiscal.

Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficiaire d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

1.11 PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés, les produits et charges calculés sur une base prorata

Temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (caution, crédit documentaire...).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charges dès leur facturation.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base «flat» et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

1.12 CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

1.13 ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraites (wissam Al Chogh), indemnités de départ à la retraite) qui ne sont pas couverts par des régimes de retraite gérés par des organismes indépendants externes (à caractère non obligatoire) ne font pas l'objet d'une provision pour risques et charges.

COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2014



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

BILAN ACTIF	En milliers de DH	
	31/12/14	31/12/13
1. VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	1 868 606	2 713 413
2. CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	4 545 493	6 384 935
A vue	2 311 510	1 022 873
A terme	2 233 983	5 362 063
3. CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	41 775 963	38 807 024
Crédits de trésorerie et à la consommation	17 817 961	14 857 128
Crédits à l'équipement	7 323 160	8 024 070
Crédits immobiliers	14 584 396	14 170 436
Autres crédits	2 050 446	1 755 390
4. CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	1 008 144	1 738 039
5. TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	8 817 109	9 089 827
Bons du trésor et valeurs assimilées	7 040 286	6 169 413
Autres titres de créance	1 732 577	2 872 820
Titres de propriété	44 246	47 594
6. AUTRES ACTIFS	518 453	607 571
7. TITRES D'INVESTISSEMENT	-	0
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	0
Autres titres de créance	-	0
8. TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS	273 533	543 932
9. CRÉANCES SUBORDONNÉES	-	0
10. IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION	189 652	0
11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	493 761	306 120
12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 548 838	1 471 046
TOTAL DE L'ACTIF	61 039 552	61 661 908

HORS BILAN	En milliers de DH	
	31/12/14	31/12/13
ENGAGEMENTS DONNES	18 461 373	20 847 956
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	0	0
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	4 259 395	3 409 683
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	7 374 704	10 460 473
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	6 719 212	6 977 799
5. Titres achetés à réméré	0	0
6. Autres titres à livrer	108 062	0
ENGAGEMENTS RECUS	7 231 508	8 172 587
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	0	0
8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	7 231 508	8 172 587
9. Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	0	0
10. Titres vendus à réméré	0	0
11. Autres titres à recevoir	0	0

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES DU 01/01/14 AU 31/12/14	En milliers de DH	
	31/12/14	31/12/13
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	4 611 716	4 095 892
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	177 537	125 138
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2 696 108	2 742 223
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	335 005	306 789
Produits sur titres de propriété	126 178	127 788
Produits sur opérations de crédit-bail et de location	41 842	0
Commissions sur prestations de service	434 528	444 906
Autres produits bancaires	800 519	349 047
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-1 529 172	-1 243 172
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-57 238	-25 740
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-509 172	-588 422
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	-287 227	-367 487
Charges sur opérations de crédit-bail et de location	-53 124	0
Autres charges bancaires	-622 412	-261 523
PRODUIT NET BANCAIRE	3 082 544	2 852 720
Produits d'exploitation non bancaire	34 827	2 301
Charges d'exploitation non bancaire	-3 187	-718
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	-1 489 455	-1 368 373
Charges de personnel	-823 382	-786 190
Impôts et taxes	-23 043	-18 411
Charges externes	-460 118	-400 991
Autres charges générales d'exploitation	-1 392	0
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	-181 520	-162 780
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRECOURVABLES	-1 178 745	-791 817
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-968 938	-649 338
Pertes sur créances irrécouvrables	-18 525	-80 350
Autres dotations aux provisions	-191 282	-62 129
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	375 403	242 788
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	193 106	211 886
Récupérations sur créances amorties	599	599
Autres reprises de provisions	182 297	30 302
RESULTAT COURANT	821 386	936 900
Produits non courants	0	1 530
Charges non courantes	-70 709	-18 981
RESULTAT AVANT IMPÔTS	750 677	919 450
Impôts sur les résultats	-289 541	-315 305

RESULTAT NET DE L'EXERCICE	461 136	604 145
TOTAL PRODUITS	5 021 946	4 342 511
TOTAL CHARGES	-4 560 810	-3 738 366
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	461 136	604 145

BILAN PASSIF	En milliers de DH	
	31/12/14	31/12/13
BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	0	0
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉES	1 487 700	951 924
A vue	811 388	647 207
A terme	676 312	304 717
3. DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	43 014 851	43 740 118
Comptes à vue créditeurs	29 001 372	27 159 371
Comptes d'épargne	8 046 530	7 499 384
Dépôts à terme	4 552 042	7 543 254
Autres comptes créditeurs	1 414 907	1 538 109
4. TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	5 768 041	6 631 632
Titres de créance négociables	5 768 041	6 631 632
Emprunts obligataires	0	0
Autres titres de créance émis	0	0
5. AUTRES PASSIFS	1 555 469	1 145 783
6. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	272 752	247 854
7. PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	0	0
8. SUBVENTIONS, FONDUS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDUS SPÉCIAUX DE GARANTIE	0	0
9. DETTES SUBORDONNÉES	754 478	754 775
10. ECARTS DE RÉÉVALUATION	0	0
11. RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	3 284 449	3 352 336
12. CAPITAL	1 327 929	1 327 884
13. ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSÉ (-)	0	0
14. REPORT À NOUVEAU (+/-)	3 112 749	2 905 457
15. RÉSULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	0	0
16. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	461 136	604 145
TOTAL DU PASSIF	61 039 552	61 661 908

ETAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/14 AU 31/12/14	En milliers de DH	
	31/12/14	31/12/13
I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS		
1 (+) Intérêts et produits assimilés	3 208 650	3 174 150
2 (-) Intérêts et charges assimilées	853 637	981 649
MARGE D'INTERET	2 355 013	2 192 502
3 (+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	41 842	0
4 (-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	53 124	0
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION	-11 282	0
5 (+) Commissions perçues	438 447	448 106
6 (-) Commissions servies	56 551	44 147
MARGE SUR COMMISSIONS	381 895	403 960
7 (±) Résultats des opérations sur titres de transaction	86 944	75 611
8 (±) Résultats des opérations sur titres de placement	80 985	1 997
9 (±) Résultats des opérations de change	152 554	142 067
10 (±) Résultats des opérations sur produits dérivés	-1 017	-576
RÉSULTATS DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ	319 467	219 099
11 (+) Divers autres produits bancaires	133 355	131 308
12 (-) Diverses autres charges bancaires	95 904	94 149
PRODUIT NET BANCAIRE	3 082 544	2 852 720
13 (±) Résultats des opérations sur immobilisations financières	3 772	-2 428
14 (+) Autres produits d'exploitation non bancaire	34 827	2 163
15 (-) Autres charges d'exploitation non bancaire	3 187	707
16 (-) Charges générales d'exploitation	1 489 455	1 368 373
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 628 500	1 483 375
17 (±) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-794 358	-517 202
18 (±) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-12 757	-29 272
RESULTAT COURANT	821 386	936 900
RESULTAT NON COURANT	-70 709	-17 451
19 (-) Impôts sur les résultats	289 541	315 305
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	461 136	604 145

II- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	En milliers de DH	
	31/12/14	31/12/13
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	461 136	604 145
20 (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	181 520	162 780
21 (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	2 619	3 269
22 (+) Dotations aux provisions pour risques généraux	140 824	43 505
23 (+) Dotations aux provisions réglementées	0	0
24 (+) Dotations non courantes	0	0
25 (-) Reprises de provisions	-180 933	-24 657
26 (-) Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
27 (+) Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
28 (-) Plus-values de cession sur immobilisations financières	0	-138
29 (+) Moins-values de cession sur immobilisations financières	0	11
30 (-) Reprises de subventions d'investissement reçues	0	0
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	605 166	788 915
- Bénéfices distribués	398 365	398 365
AUTOFINANCEMENT	206 801	390 550

CRÉANCES	En milliers de DH					
	MONTANT			DONT ENTREPRISES LIÉES ET APPARENTÉES		
	31/12/N	31/12/N-1	31/12/N	31/12/N-1	31/12/N	31/12/N-1
	BRUT 1	PROV 2.	NET 3	NET 4	NET 5	NET 6
Créances subordonnées aux Etablissements de crédit et assimilés				NEANT		
Créances subordonnées à la clientèle						
TOTAL						

COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2014



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

DETAIL DES AUTRES ACTIFS		En milliers de DH	
ACTIF	31/12/14	31/12/13	
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES	3 039	3 591	
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	957	7 838	
DEBITEURS DIVERS	143 288	145 944	
Sommes dues par l'Etat	137 336	144 146	
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-	
Sommes diverses dues par le personnel	1 711	15	
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-	
Divers autres débiteurs	4 241	1 783	
VALEURS ET EMPLOIS DIVERS	20 102	14 584	
COMPTES DE REGULARISATION	351 067	435 615	
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-	
Comptes d'écarts sur devises et titres	12 423	13 207	
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-	
Charges à répartir sur plusieurs exercices	27 797	17 577	
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	-	-	
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	36 279	174 870	
Autres comptes de régularisation	274 568	229 960	
CREANCES EN SOUFFRANCE SUR OPERATIONS DIVERSES	-	-	
TOTAL	518 453	607 571	

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIES		En milliers de DH	
	31/12/14	31/12/13	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	18 461 373	20 847 955	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	-	-	
- Crédits documentaires import	-	-	
- Acceptations ou engagements de payer	-	-	
- Ouvertures de crédits confirmés	-	-	
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-	
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-	
- Autres engagements de financement donnés	-	-	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	4 259 395	3 409 683	
- Crédits documentaires import	2 325 821	2 035 049	
- Acceptations ou engagements de payer	690 221	532 111	
- Ouvertures de crédits confirmés	186 979	-	
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-	
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-	
- Autres engagements de financement donnés	1 056 375	842 523	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	7 374 704	10 460 473	
- Crédits documentaires export confirmés	31 950	105 249	
- Acceptations ou engagements de payer	13 420	12 951	
- Garanties de crédits données	-	-	
- Autres cautions, avals et garanties donnés	7 329 334	10 342 273	
- Engagements en souffrance	-	-	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DE L'ORDRE DE LA CLIENTÈLE	6 719 212	6 977 799	
- Garanties de crédits données	-	-	
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	4 147 752	4 146 195	
- Autres cautions et garanties données	2 571 460	2 831 604	
- Engagements en souffrance	-	-	
AUTRES TITRES À LIVRER	108 062	-	

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS		En milliers de DH	
	31/12/14	31/12/13	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT RECUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	-	-	
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-	
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-	
- Autres engagements de financement reçus	-	-	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	7 231 508	8 172 587	
- Garanties de crédits	-	-	
- Autres garanties reçues	7 231 508	8 172 587	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS DE L'ÉTAT ET D'ORGANISMES DE GARANTIE DIVERS	-	-	
- Garanties de crédits	-	-	
- Autres garanties reçues	-	-	
AUTRES TITRES À RECEVOIR	-	-	

COMMISSIONS AU 31/12/2014		En milliers de DH	
COMMISSIONS		MONTANT	
COMMISSIONS PERCUES :		438 447	
sur opérations de change		3 919	
sur opérations sur titres		4 280	
sur engagements sur titres		-	
sur opérations sur titres en gestion et en dépôt		29 573	
sur moyens de paiement		127 218	
sur activités de conseil et d'assistance		23 235	
sur ventes de produits d'assurances		22 770	
Commissions de fonctionnement de compte		34 606	
Commissions sur prestations de service sur crédit		40 314	
sur autres prestations de service		152 532	
COMMISSIONS VERSEES :		56 551	
sur opérations de change		0	
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres		-	
sur produits dérivés		-	
sur opérations sur titres en gestion et en dépôt		-	
sur moyens de paiement		37 444	
sur activités de conseil et d'assistance		-	
sur ventes de produits d'assurances		-	
sur autres prestations de service		19 107	

ÉTAT DES DEROGATIONS AU 31/12/2014		En milliers de DH	
INDICATIONS DE DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS	
Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT		NEANT
Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT		NEANT
Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT		NEANT

DETAIL DES AUTRES PASSIFS		En milliers de DH	
PASSIF	31/12/14	31/12/13	
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS	5 529	3 826	
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	1 341	11 467	
CREDETEURS DIVERS	598 768	150 161	
Sommes dues à l'Etat	368 449	83 949	
Sommes dues aux organismes de prévoyance	37 800	35 925	
Sommes diverses dues au personnel	-	-	
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	1 710	1 617	
Fournisseurs de biens et services	60 092	16 827	
Divers autres créditeurs	130 717	11 843	
COMPTES DE REGULARISATION	949 830	980 328	
Compte de concordance Dirhams/devises	-	-	
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-	
Comptes d'écarts sur devises et titres	-	1 091	
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-	
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	901 371	920 674	
Charges à payer et produits constatés d'avance	37 238	36 714	
Autres comptes de régularisation	-	-	
Comptes transitoires ou d'attente créateur	11 221	21 849	
TOTAL	1 555 469	1 145 783	

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE AU 31/12/2014		En milliers de DH	
CATEGORIE DES TITRES		PRODUITS PERCUS	
Titres de participation			19 404
Participations dans les entreprises liées			106 774
Titres de l'activité de portefeuille			0
Emplois assimilés			0
TOTAL			126 178

ENGAGEMENTS SUR TITRES AU 31/12/2014		En milliers de DH	
ENGAGEMENTS DONNES		MONTANT	
Titres achetés à réméré			NEANT
Autres titres à livrer			108 062
ENGAGEMENTS RECUS			MONTANT
Titres vendus à réméré			NEANT
Autres titres à recevoir			NEANT

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE AU 31/12/2014		En milliers de DH	
BILAN		MONTANT	
ACTIF:		2 252 787	
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux			19 234
Créances sur les établissements de crédit et assimilés			1 628 620
Créances sur la clientèle			29 094
Titres de transaction et de placement et investissement			55 002
Autres actifs			471 106
Titres de participation et emplois assimilés			49 730
Créances subordonnées			-
Immobilisations données en crédit-bail et location			-
Immobilisations incorporelles et corporelles			-
PASSIF:		2 252 787	
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux			0
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés			783 292
Dépôts de la clientèle			1 407 540
Titres de créance émis			-
Autres passifs			61 954
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie			-
Dettes subordonnées			-
HORS BILAN:			
Engagements donnés			10 044 166
Engagements reçus			10 970

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES		En milliers de DH			
		OPÉRATIONS DE COUVERTURE		AUTRES OPÉRATIONS	
TITRES		31/12/14	31/12/13	31/12/14	31/12/13
OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME		4 790 587	3 524 663		
Devises à recevoir		1 678 942	1 051 269		
Dirhams à livrer		829 840	791 281		
Devises à livrer		1 567 488	971 598		
Dirhams à recevoir		714 316	710 515		
Dont swaps financiers de devises		-	-		
ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS		2 422	8 169		
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt					
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt					
Engagements sur marchés réglementés de cours de change		2 422	8 169		
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change					
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments					
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments					
TOTAL		4 793 009	3 532 832		

COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2014



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

AUTRES PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2014

PRODUITS ET CHARGES	En milliers de DH MONTANT
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	178 107
Autres produits bancaires	800 519
Autres charges bancaires	622 412
COMMENTAIRES	
Dont gains sur titres de transaction	537 422
Dont plus-values de cession sur BDT	66 129
Dont Produits sur engagements sur titres	0
Dont Produits sur engagements sur produits dérivés	918
Dont produits sur opérations de change	167 655
Dont Divers autres Produits bancaires	7 177
Dont reprises de provision p/dep des titres de placement	21 218
Dont pertes sur titres de transaction	450 478
Dont MOINS-values de cession sur BDT	5 438
Dont charges sur moyens de paiement	37 444
Dont autres charges sur prestations de service	12 941
Dont charges sur engagements de titres	0
Dont charges sur produits dérivés	1 934
Dont pertes sur opérations de change	17 349
Dont cotisation au fonds de garantie des dépôts	85 083
Dont dotations aux prov depreciait des titres de placement	923
DIVERSES CHARGES BANCAIRES	10 821

PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE

PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	MONTANT
CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	3 187
COMMENTAIRES	
Produits	
- dont produits sur valeurs et emplois divers	0
- dont plus-values de cession sur immobilisations financières	0
- dont plus-values de cession sur immobilisations incorp et corporelles	0
- dont produits accessoires	796
- dont autres produits d'exploitation non bancaire	34 031
Charges	
- dont autres charges sur valeurs et emplois divers	3 187
- dont moins-values de cession sur immobilisations.	0

AUTRES CHARGES

DOTATION AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	MONTANT
COMMENTAIRES	
Dont dotations aux provisions pour créances en souffrance	968 938
Dont pertes sur créances irrécouvrables	18 525
Dont dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	2 619
Dont dotations aux provisions pour risques d'exécut d'engag par signature	0
Dont dotations aux provisions pour autres risques et charges	188 555
Dont dotations aux provisions réglementées	0
Dont dotations aux autres provisions	108

AUTRES PRODUITS

REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	MONTANT
COMMENTAIRES	
dont reprise de provisions pour créances en souffrance	193 106
dont récupérations sur créances amorties	0
Dont reprise aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	6 391
dont reprise de provisions pour risque d'exécut d'engag p signat	0
dont reprise de provisions pour autres risques et charges	175 162
dont reprise de provisions réglementées	0
dont reprise des autres provisions	745

PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS

PRODUITS NON COURANTS	0
CHARGES NON COURANTES	70 709

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE AU 31/12/2014

PRODUITS ET CHARGES	En milliers de DH MONTANT
PRODUITS	789 423
Gains sur les titres de transaction	537 422
Plus value de cession sur titres de placement	66 129
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	21 218
Gains sur les produits dérivés	918
Gains sur les opérations de change	163 737
CHARGES	469 956
Pertes sur les titres de transaction	450 478
Moins value de cession sur titres de placement	5 438
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	923
Pertes sur les produits dérivés	1 934
Pertes sur opérations de change	11 183
RESULTAT	319 467

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR AU 31/12/2014

TITRES	ETABLISSEMENT DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	EMETTEURS PRIVÉS			TOTAL AU 31/12/14	TOTAL AU 31/12/13
		EMETTEURS PUBLICS	FINANCIERS	NON FINANCIERS		
TITRES COTES						
Bons du trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété	35 866		1 965	4 940	42 771	46 119
TITRES NON COTES						
Bons du trésor et valeurs assimilées		6 905 386		0	6 905 386	6 085 825
Obligations	0	0	0	0	0	0
Autres titres de créance	1 720 913				1 720 913	2 859 094
Titres de propriété	0		28	1 446	1 474	1 474
TOTAL	1 756 779	6 905 386	1 993	6 386	8 670 544	8 992 512

Les chiffres ci-dessus sont présentés hors intérêts courus

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION AU 31/12/2014

CHARGES	En milliers de DH MONTANT
CHARGES DE PERSONNEL	823 382
COMMENTAIRES	
Dont salaires et appointements	494 096
Dont primes et gratifications	91 582
Dont charges d'assurances sociales	143 833
Dont charges de retraite	6 124
Dont charges de formation	16 218
Dont autres charges de personnel	71 528
IMPOTS ET TAXES	23 043
COMMENTAIRES	
Taxe urbaine et taxe d'édilité	2 118
Patente	13 530
Droits d'enregistrements	0
Timbres fiscaux et formules timbrées	80
Taxe sur les véhicules	0
Autres impôts, taxe et droits assimilés	7 315

CHARGES EXTERNES

CHARGES EXTERNES	MONTANT
COMMENTAIRES	
Dont loyers de crédit-bail et de location	62 752
Dont frais d'entretien et de réparation	81 470
Dont rémunérations d'intermédiaire, et honoraires	54 185
Prime d'assurance	2 073
Frais d'électricité, d'eau, de chauffage et de combustible	22 647
Dont transports et déplacements	43 629
Mission et réception	7 884
Dont publicité et publication	59 260
Frais postaux et télécommunications	87 377
frais de recherche et de documentation	583
frais de conseils et d'assemblée	567
Dons et cotisations	4 716
Fournitures de bureau et imprimés	9 006
Dont autres charges externes	23 969

AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

COMMENTAIRES	
Dont pénalités et débits	0
Dont diverses autres charges générales d'exploitation	1 392

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

COMMENTAIRES	
	181 520

CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2014

CAPITAUX PROPRES	En milliers de DH			
	ENCOURS 31/12/2013	AFFECTATION DU RESULTAT	AUTRES VARIATIONS	ENCOURS 31/12/2014
Ecarts de réévaluation				
Réserves et primes liées au capital	3 352 337	0	-67 888	3 284 449
Réserve légale	132 788	0		132 788
Autres réserves	366 714	0		366 714
Primes d'émission, de fusion et d'apport	2 852 834		-67 888	2 784 946
Capital	1 327 884	0	44	1 327 929
Capital appelé	1 327 884		44	1 327 929
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires / Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	2 905 457	205 779	1 513	3 112 749
Résultat net de l'exercice 2013	604 145		0	
Résultat net de l'exercice 2014				461 136
TOTAL	8 189 823			8 186 263

COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2014



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

CREANCES SUR LA CLIENTELE AU 31/12/2014

En milliers de DH

CREANCES	SECTEUR PRIVÉ				TOTAL AU 31/12/14	TOTAL AU 31/12/13
	SECTEUR PUBLIC	ENTREPRISES FINANCIÈRES	ENTREPRISES NON FINANCIÈRES	AUTRE CLIENTÈLE		
COMPTES DE TRESORERIE	229 830	278	13 005 540	630 141	13 865 789	14 175 938
- Comptes à vue débiteurs	8 579	278	7 100 500	383 325	7 492 682	8 400 081
- Créances commerciales sur le Maroc	1 154	0	3 361 815	9 862	3 372 831	4 146 959
- Crédits à l'exportation			81 483		81 483	74 788
- Autres crédits de trésorerie	220 097		2 461 742	236 954	2 918 793	1 554 110
CREDITS A LA CONSOMMATION			62 115	3 855 983	3 918 098	649 942
CREDITS A L'EQUIPEMENT	702 833		6 540 960	45 759	7 289 552	8 004 517
CREDITS IMMOBILIERS			1 136 497	13 418 312	14 554 809	14 142 395
AUTRES CREDITS	422 857	0	0	107 293	530 150	610 726
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE			1 003 728		1 003 728	1 738 039
INTERETS COURUS A RECEVOIR	3 893	0	38 333	59 458	101 684	78 843
CREANCES EN SOUFFRANCE	0	0	1 186 072	334 224	1 520 296	1 144 664
- Créances pré-douteuses			0	0	0	0
- Créances douteuses			445 639	51 431	497 070	217 552
- Créances compromises	0	0	740 433	282 793	1 023 226	927 112
TOTAL	1 359 413	278	22 973 245	18 451 171	42 784 107	40 545 063

Commentaires : Les entreprises non financières comprennent également les entreprises publiques non financières conformément à la présentation préconisée par le PCEC.

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES AU 31/12/2014

En milliers de DH

CREANCES	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU MAROC				TOTAL AU 31/12/14	TOTAL AU 31/12/13
	BANK AL MAGHRIB TRÉSOR PUBLIC SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	BANQUE AU MAROC	AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU MAROC	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT À L'ÉTRANGER		
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	1 289 128	20 625	11 491	891 971	2 213 215	2 768 752
VALEURS RECUES EN PENSION	0	0	0	0	0	0
- au jour le jour		0	0	0	0	0
- à terme					0	0
PRETS DE TRESORERIE	0	750 000	440 010	733 661	1 923 671	2 099 517
- au jour le jour	0	700 000	3 010	623 966	1 326 976	327 463
- à terme	0	50 000	437 000	109 695	596 695	1 772 054
PRETS FINANCIERS		40 000	1 554 833	0	1 594 833	3 439 117
AUTRES CREANCES		60 405	0	0	60 405	106 168
INTERETS COURUS A RECEVOIR		255	41 682	394	42 331	113 841
TOTAL	1 289 128	871 285	2 048 016	1 626 027	5 834 455	8 527 395

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES AU 31/12/2014

En milliers de DH

DETTES	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU MAROC				TOTAL AU 31/12/14	TOTAL AU 31/12/13
	BANK AL MAGHRIB TRÉSOR PUBLIC SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	BANQUE AU MAROC	AUTRES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU MAROC	ETABLISSEMENTS DE CRÉDIT À L'ÉTRANGER		
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		5 512	13 001	149 048	167 561	106 323
VALEURS DONNEES EN PENSION	0	0	0	0	0	0
- au jour le jour					0	0
- à terme					0	0
EMPRUNTS DE TRESORERIE	300 847	0	0	723 359	1 024 206	581 280
- au jour le jour				632 940	632 940	535 004
- à terme	300 847			90 419	391 266	46 276
EMPRUNTS FINANCIERS	7 706			0	7 706	11 329
AUTRES DETTES		263 892	131	0	264 023	242 013
INTERETS COURUS A PAYER	8 925	15 257	0	21	24 203	10 979
TOTAL	317 478	284 662	13 132	872 428	1 487 700	951 924

DEPOTS DE LA CLIENTELE AU 31/12/2014

En milliers de DH

DEPOTS	SECTEUR PRIVÉ				TOTAL AU 31/12/14	TOTAL AU 31/12/13
	SECTEUR PUBLIC	ENTREPRISES FINANCIÈRES	ENTREPRISES NON FINANCIÈRES	AUTRE CLIENTÈLE		
COMPTES A VUE CREDITEURS	237 748	380 142	8 961 628	19 329 824	28 909 342	26 970 313
COMPTES D'EPARGNE	0	0	0	8 046 530	8 046 530	7 499 384
DÉPÔTS À TERME	0	6 700	534 967	3 954 400	4 496 067	7 444 669
AUTRES COMPTES CREDITEURS	647	43 497	1 156 222	297 469	1 497 835	1 718 803
INTERETS COURUS A PAYER	0	4	8 811	56 261	65 076	106 949
TOTAL	238 395	430 343	10 661 628	31 684 485	43 014 851	43 740 118

Les entreprises non financières comprennent également les entreprises publiques non financières conformément à la présentation préconisée par le PCEC.

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE AU 31/12/2014

En milliers de DH

VALEURS ET SURETES RECUES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	RUBRIQUES DE L'ACTIF OU DU HORS BILAN ENREGISTRANT		MONTANTS DES CREANCES ET DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE DONNÉS COUVERTS
		LES CREANCES OU LES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE DONNÉES	LES DETTES OU LES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE REÇUS	
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-
Hypothèques	22 973 242			
Autres valeurs et sûretés réelles	24 692 478			
TOTAL	47 665 720			-
VALEURS ET SURETES DONNÉES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	RUBRIQUES DU PASSIF OU DU HORS BILAN ENREGISTRANT		MONTANTS DES DETTES OU ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE REÇUS COUVERTS
Bons du trésor et valeurs assimilées	0			
Hypothèques				
Autres valeurs et sûretés réelles	144 500		BDT donnés en garantie CDG	
TOTAL	144 500			144 500

COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2014



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

TITRES DE CREANCE EMIS AU 31/12/2014

En milliers de DH

NATURE TITRES	DATE DE DE JOUISSANCE	DATE D'ÉCHÉANCE	CARACTERISTIQUES		MODE DE REMBOURSEMENT	MONTANT (1)	DONT ENTREPRISES LIÉES	DONT AUTRES APPARENTÉS	MONTANT NON AMORTI DES PRIMES D'ÉMISSION OU DE REMBOURSEMENT
			VALEUR NOMINALE UNITAIRE	TAUX NOMINAL					
Certificats de dépôt	25/07/14	24/07/15	100	3,35		75 000			
Certificats de dépôt	22/10/14	21/10/15	100	3		163 000			
Certificats de dépôt	22/07/14	20/01/15	100	3,2		408 800			
Certificats de dépôt	13/08/14	11/02/15	100	3,2		230 200			
Certificats de dépôt	18/09/14	18/03/15	100	3,3		305 800			
Certificats de dépôt	18/09/14	18/03/15	100	3,3		3 300			
Certificats de dépôt	24/09/14	25/03/15	100	3,4		385 600			
Certificats de dépôt	10/10/14	10/04/15	100	3,1		323 600			
Certificats de dépôt	23/10/14	23/04/15	100	3,1		435 800			
Certificats de dépôt	23/10/14	23/04/15	100	3,1		2 200			
Certificats de dépôt	30/10/14	30/04/15	100	3,1		71 100			
Certificats de dépôt	13/11/14	13/05/15	100	2,95		66 400			
Certificats de dépôt	20/11/14	21/05/15	100	2,95		34 300			
Certificats de dépôt	10/10/14	10/07/15	100	3,15		60 000			
Certificats de dépôt	10/09/14	10/03/15	100	3,3		344 700			
Certificats de dépôt	07/05/13	07/04/15	100	4,5		20 000			
Certificats de dépôt	23/10/14	23/09/16	100	3,3		703 00			
Certificats de dépôt	30/09/11	30/09/15	100	4,35		17 000			
Certificats de dépôt	30/09/11	30/09/15	100	4,35		13 000			
Certificats de dépôt	30/09/11	30/09/15	100	4,35		20 000			
Certificats de dépôt	26/04/12	26/04/16	100	4,5		250 000			
Certificats de dépôt	05/11/10	05/11/15	100	4,35		250 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/16	100	4,3		75 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/16	100	4,3		60 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/16	100	4,3		5 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/16	100	4,3		20 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/16	100	4,3		15 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/16	100	4,3		8 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/16	100	4,3		17 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/16	100	4,3		25 000			
Certificats de dépôt	09/06/11	09/06/16	100	4,35		50 000			
Certificats de dépôt	07/02/12	07/02/15	100	4,45		50 0000			
Certificats de dépôt	20/02/13	20/01/15	100	4,5		140 000			
Certificats de dépôt	01/03/13	02/02/15	100	4,5		340 000			
Certificats de dépôt	29/03/13	27/02/15	100	4,5		50 000			
Certificats de dépôt	25/12/13	24/11/15	100	4,5		40 000			
Certificats de dépôt	13/11/14	13/10/16	100	3,25		60 900			
Certificats de dépôt	17/11/14	17/10/16	100	3,25		130 000			
Certificats de dépôt	09/01/14	09/03/15	100	4,05		234 000			
Certificats de dépôt	20/11/14	20/01/16	100	3,15		221 300			
Certificats de dépôt	27/05/13	27/05/15	100	8,36		17 985			
Certificats de dépôt	27/05/13	27/05/15	100	8,36		2 998			
Certificats de dépôt	27/05/13	27/05/15	100	8,36		2 998			
Certificats de dépôt	16/12/13	16/12/15	100	15		19 242			
Certificats de dépôt	04/03/14	04/03/16	100	1		13 322			
Certificats de dépôt	24/11/14	24/11/16	100	0,5		19 243			
Certificats de dépôt	24/11/14	24/11/16	100	0,5		18 399			
Certificats de dépôt	24/11/14	24/11/16	100	0,5		7 510			

TOTAL

5 642 996

(1) Les chiffres ci-dessus sont présentés hors intérêts courus qui s'élèvent à 125 045 KDH

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES AU 31/12/2014

En milliers de DH

DÉNOMINATION DE LA SOCIÉTÉ ÉMETTRICE	SECTEUR D'ACTIVITÉ	CAPITAL SOCIAL	PARTICIPATION AU CAPITAL EN %	PRIX D'ACQUISITION	VALEUR COMPTABLE NETTE	EXTRAIT DES DERNIERS ÉTATS DE SYNTHÈSE DE LA SOCIÉTÉ ÉMETTRICE			PRODUITS INSCRITS AU CPC DE L'EXERCICE
						DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE	SITUATION NETTE	RÉSULTAT NET	
PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES LIÉES									
BMCI-LEASING	Crédit bail	80 000	86,91%	111 714	111 714	31/12/14	229 894	28 845	22 789
BMCI BANQUE OFFSHORE	Banque offshore	KUSD 5 500	100%	47 108	49 730	31/12/14	95 737	41 027	43 277
BMCI BOURSE	Intermédiaire boursier	20 000	100%	20 000	7 600	31/12/14	7 623	-2 433	
UPAR	Prise de participation	1 500	100%	9 428	5 848	31/12/14	5 018	6 993	
BMCI ASSET MANAGEMENT	Gestion des SICAV	1 000	100%	1 000	1 000	31/12/14	14 733	13 863	14 700
BMCI FINANCE	Prise de participation	8 500	100%	8 500	8 500	31/12/14	4 950	176	
BMCI FONDS	Gestion des FCP	1 000	100%	1 000	1 000	31/12/14	1 749	-35	
BMCI ASSURANCE	Intermédiaire en assurances	100	100%	100	100	31/12/14	21 794	21 447	22 500
BMCI DEVELOPPEMENT	Prise de participation	300	100%	300	300	31/12/14	-1 670	-314	
BMCI GESTION SOLIDARITE		1 000	0%	500	500				
FCP BMCI GESTION DIVERSIF	OPCVM			500	500				
DELTA RECOUVREMENT	Recouvrement des créances	2 000	100%	2 000	420	31/12/14	411	-43	
ARVAL MAROC	Location longue durée	30 000	33,34%	27 339	18 348	31/12/14	40 418	8 457	2 784
Sté Immobil sidî maarouf	Société immobilière	10 100	100%	10 100	10 100	31/12/14	-36 131	-5 027	
BNP MED INNOV (ex mediha)	Maintenance et devel Injform	46 213	10%	13 631	13 631	31/12/14	99 919	7 422	
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS									
Centre monétique Interbank	Gestion cartes monétiques	98 200	13%	13 000	13 000	31/12/11	225 655	59 710	15 600
Société Interbank	Gestion cartes monétiques	11 500	22%	2 530	2 530	31/12/11	22 096	6 709	2 530
BDSI	Maintenance et devel Injform	16 000	11%	1 760	1 760	31/12/14	41 071	6 265	563
Sté Immobil Interbancaire GBPM	Société immobilière	19 005	13%	2 534	2 050				
SOGEPiB	Gest & exploit parc indust	18 000	5%	900	900	31/12/12	23 818	5 031	237
SOGEPiS	Gest & exploit parc indust	35 000	13%	4 622	4 622	31/12/12	32 625	4 042	215
BNP PARISBAS MED BUSINESS Process	Gestion de process BACK-OFFICE	14 600	4%	584	584	31/12/14	23 009	4 440	161
SCI Romandie	Société immobilière			2 930	2 930				
FGCP	Fonds de garantie			5 000	5 000				
NOVEC	Bureau d'études et d'ingénierie	25 700	2,82%	725	725	31/12/12	444 916	41 868	661
SETTAPARK	Gest & exploit parc indust			6 530	6 530				
Divers				3 612	3 612				162

TOTAL

273 533

126 178

ÉTAT DES CHANGEMENTS DES METHODES AU 31/12/2014

En milliers de DH

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II. Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2014



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 31/12/2014

En milliers de DH

NATURE	MONTANT BRUT AU DÉBUT DE L'EXERCICE(1)	MONTANT DES ACQUISITIONS AU COURS DE L'EXERCICE (2)	MONTANT DES CÉSSIONS OU RETRAITS AU COURS DE L'EXERCICE (2)	MONTANT BRUT À LA FIN DE L'EXERCICE	AMORTISSEMENTS ET/OU PROVISIONS			CUMUL	MONTANT NET À LA FIN DE L'EXERCICE
					MONTANT DES AMORTISSEMENTS ET/OU PROVISIONS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	DOTATION AU TITRE DE L'EXERCICE	MONTANT DES AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS SORTIES		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	453 490	214 404	9 561	677 455	144 379	39 327	12	183 694	493 761
Droit au bail	142 089	0	9 500	151 589	2 578	89	0	2 667	148 922
Immobilisations en recherche et développement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	311 401	214 404	61	525 866	141 801	39 238	12	181 026	344 839
Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 550 260	222 067	-12 758	2 759 569	1 074 809	135 909	-12	1 210 731	1 548 838
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	1 411 815	56 957	63 674	1 532 446	452 686	55 160	53	507 793	1 024 653
Terrain d'exploitation	29 293	0	0	29 293	0	0	47	-47	29 340
Immeubles d'exploitation Bureaux	1 341 467	56 941	63 674	1 462 082	435 787	53 526	6	489 307	972 776
Immeubles d'exploitation Logements de fonction	41 054	16	0	41 070	16 899	1 634	0	18 533	22 537
MOBILIER ET MATÉRIEL D'EXPLOITATION	382 193	43 168	1 345	426 706	274 964	29 223	-18	304 205	122 501
Mobilier de bureau d'exploitation	136 380	11 580	1 123	149 063	103 762	8 195	0	111 957	37 106
Matériel de bureau d'exploitation	46 224	4 121	89	50 434	39 972	2 535	-12	42 519	7 915
Matériel informatique	199 536	27 487	133	227 156	131 177	18 493	-6	149 676	77 480
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	54	0	0	54	54	0	0	54	0
Autres matériels d'exploitation									
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	611 980	38 383	-134	650 229	338 303	50 017	-47	388 367	261 862
IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	35 233	296	0	35 529	8 857	1 509	0	10 366	25 163
Terrains hors exploitation	1 500	0	0	1 500	0	0	0	0	1 500
Immeubles hors exploitation	30 837	0	0	30 837	7 202	1 229	0	8 431	22 406
Mobilier et matériel hors exploitation	2 896	296	0	3 192	1 655	280	0	1 935	1 256
Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS EN COURS	109 039	83 263	-77 643	114 659	0	0	0	0	114 659
TOTAL	3 003 750	436 471	-3 197	3 437 024	1 219 189	175 236	0	1 394 424	2 042 599

(1) Montant début de l'exercice fusionné

(2) Ces rubriques comprennent également les mouvements Entrées et Sorties des immobilisations

PROVISIONS DU 01/01/2014 AU 31/12/2014

En milliers de DH

PROVISIONS	ENCOURS 31/12/2013 (1)	DOTATIONS	REPRISES	AUTRES VARIATIONS	ENCOURS 31/12/2014
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR:	3 222 720	972 588	221 458	-6	3 973 844
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	155				155
Créances sur la clientèle	3 163 068	968 938	193 105	-6	3 938 895
Titres de placement	28 286	1 031	21 963	0	7 354
Titres de participation et emplois assimilés	21 586	2 619	6 161	0	18 044
Autres titres de participations	9 220	0	229	0	8 991
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Autres actifs	406				406
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	259 359	188 603	175 210	0	272 752
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	18 218	0	0	0	18 218
Provisions pour risques de change	24				24
Provisions pour pertes sur marchés à terme	3 549	3 156	620	0	6 085
Provisions pour risques généraux et charges	237 568	185 447	174 590		248 425
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions réglementées		0	0		0
TOTAL	3 482 079	1 161 191	396 668	-6	4 246 596

(1) Encours au 31/12/2013 fusionné

MARGE D'INTERET AU 31/12/2014

En milliers de DH

CAPITAUX MOYENS	MONTANT	TAUX DE RENDEMENT MOYEN	COÛT MOYEN
Encours moyens des emplois	44 487 235	5,91%	
Encours moyens des ressources	44 800 936		1,76%

INTERETS	MONTANT 31/12/2014	DONT MONTANT RELATIF AUX EXERCICES PRÉCÉDENT	MONTANT 31/12/2013	VARIATION DUE À L'ÉVOLUTION DU TAUX	VARIATION DUE À L'ÉVOLUTION DES VOLUMES
----------	--------------------	--	--------------------	-------------------------------------	---

INTÉRÊTS PERÇUS 2 630 277 2 620 081

Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées

Dont Intérêts sur créances subordonnées

INTÉRÊTS VERSÉS 785 229 965 481

Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées

Dont Intérêts sur dettes subordonnées

Les encours moyens et intérêts 2014 concernent uniquement les volumes de la clientèle y compris les Sociétés de crédit à la consommation (hors créances compromises)

COMMISSIONS	MONTANT 31/12/2014	DONT MONTANT RELATIF AUX EXERCICES PRÉCÉDENTS
-------------	--------------------	---

Commissions perçues sur engagements de financement donnés 35 393

Commissions perçues sur engagements de garantie donnés 125 037

Commissions versées sur engagements de financement reçus 0

Commissions versées sur engagements de garantie reçus 656

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS AU 31/12/2014

I. DATATION

Date de clôture (1)

31 Décembre 2014

Date d'établissement des états de synthèse (2)

05 Mars 2015

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1^{ERE} COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

DATES	INDICATIONS DES ÉVÉNEMENTS
	Favorables Néant
	Défavorables Néant

COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2014



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE DU 01/01/14 AU 31/12/2014

En milliers de DH

NATURE	MONTANT BRUT AU DÉBUT DE L'EXERCICE	MONTANT DES ACQUISITIONS AU COURS DE L'EXERCICE	MONTANT DES CESSIIONS OU RETRAITS AU COURS DE L'EXERCICE	MONTANT BRUT À LA FIN DE L'EXERCICE	AMORTISSEMENTS		PROVISIONS			MONTANT NET À LA FIN DE L'EXERCICE
					DOTATION AU TITRE DE L'EXERCICE	CUMUL DES AMORTISSEMENTS	DOTATION AU TITRE DE L'EXERCICE SORTIES	REPRISES DE PROVISIONS	CUMUL DES PROVISIONS	
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL										
ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT										
CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	138 124	143 779	622	281 282	53 124	91 232	0	234	397	189 652
CREDIT-BAIL MOBILIER	133 324	143 758	-	277 082	53 124	91 232	-	-	-	185 849
- Crédit-bail mobilier en cours	-	248	-	248	-	-	-	-	-	248
- Crédit-bail mobilier loué	133 324	143 509	-	276 833	53 124	91 232	-	-	-	185 601
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
CREDIT-BAIL IMMOBILIER										
- Crédit-bail immobilier en cours										
- Crédit-bail immobilier loué										
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES	1 207	22		1 229			0	0	0	1 229
CREANCES EN SOUFFRANCE	3 593		622	2 971				234	397	2 574
IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIER EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIER EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	138 124	143 779	622	281 282	53 124	91 232	0	234	397	189 652

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2014

En milliers de DH

TITRES	VALEURS COMPTABLE BRUTE	VALEUR ACTUELLE	VALEUR DE REMBOURSEMENT	PLUS-VALUES LATENTES	MOINS-VALUES LATENTES	PROVISIONS
TITRES DE TRANSACTION						
Bons du trésor et valeurs assimilées	324 130	324 130	308 600	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	585 165	585 165	576 000	-	-	-
Titres de propriété	35 866	35 866	35 866	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	7 732 738	7 725 384	7 618 150	-	7 355	7 355
Bons du trésor et valeurs assimilées	6 581 256	6 581 256	6 481 084	-	0	0
Obligations	0	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	1 136 653	1 135 748	1 122 236	-	905	905
Titres de propriété	14 830	8 380	14 830	-	6 450	6 450
TITRES D'INVESTISSEMENT						
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
TOTAL	8 677 899	8 670 545	8 538 616	-	7 355	7 355

Non inclus les intérêts courus à recevoir

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

En milliers de DH

INTITULES	EXERCICE AU 31/12/2014	
	MONTANT	MONTANT
RESULTAT NET COMPTABLE	461 136	
Bénéfice net	461 136	
Perte nette		
REINTEGRATIONS FISCALES	451 096	
1. Courantes	17 259	
Cadeaux à la clientèle	2 322	
Redevance s et locations non déductibles	577	
Pénalités et amendes	0	
dons , subventions et cotisations	443	
Sponsoring & Mécénat culturel	6 632	
Frais de réception et evenements exceptionnels	7 285	
Charges du personnel non déductibles	0	
2. Non courantes	433 837	
IS	289 541	
Pertes sur créances et comptes soldés (non couvertes par des provisions)	7 701	
Charges non courantes	10 672	
Provisions pour risques généraux	122 637	
Charges sur exercices antérieurs	3 287	
DEDUCTIONS FISCALES		129 690
1. Courantes		125 638
Dividendes		125 638
2. Non courantes		4053
Reprises de provision pour investissement		0
Reprises de provision pour risques et charges		4053
TOTAL	912 232	129 690
RESULTAT BRUT FISCAL		MONTANTS
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		782 542
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		0
Exercice n - 4		
Exercice n - 3		
Exercice n - 2		
Exercice n - 1		
RESULTAT NET FISCAL		
Bénéfice net fiscal (A - C)		782 542
ou déficit net fiscal (B)		
CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		0
Exercice n - 4		
Exercice n - 3		
Exercice n - 2		
Exercice n - 1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS AU 31/12/2014

En milliers de DH

TITRES	NOMBRE DE TITRES		MONTANTS	
	31/12/14	31/12/13	31/12/14	31/12/13
Titres dont l'établissement est dépositaire			63 898 138	63 320 338
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM domiciliée dont l'établissement est dépositaire			13 570 561	12 485 483
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU POLE D'ACTIVITE AU 31/12/2014

En milliers de DH

	ACTIVITE I	ACTIVITE II	ACTIVITE III	ACTIVITE IV	TOTAL
	XXXXXXXX	XXXXXXXX	XXXXXXXX	XXXXXXXX	
PRODUIT NET BANCAIRE					3 082 544
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION					1 628 500
RÉSULTAT AVANT IMPÔT					750 677

Commentaires : Le système d'information actuel de la banque ne permet pas le découpage des résultats par activité.

Cette analyse serait faisable dans le cadre du nouveau système d'information en cours de déploiement au sein de la banque.

COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2014



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE DU 01/01/2014 AU 31/12/2014

	En milliers de DH	
	31/12/14	31/12/13
1. (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	4 474 925	3 971 600
2. (+) Récupérations sur créances amorties	-	599
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	34 827	2 163
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées	-2 389 761	-1 775 180
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	-3 187	-707
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	-1 307 935	-1 205 593
7. (-) Impôts sur les résultats versés	-289 541	-315 305
I. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	519 328	677 577
Variation des :		
8. (±) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-1 277 849	29 820
9. (±) Créances sur la clientèle	1 087 044	3 596 087
10. (±) Titres de transaction et de placement	272 718	-98 030
11. (±) Autres actifs	14 913	226 404
12. (±) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-89 636	-
13. (±) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	512 209	-900 562
14. (±) Dépôts de la clientèle	-746 374	570 648
15. (±) Titres de créance émis	-863 591	-2 696 637
16. (±) Autres passifs	293 962	12 872
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	-796 604	740 602
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)		
17. (+) Produit des cessions d'immobilisations financières	-	2 127
18. (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
19. (-) Acquisition d'immobilisations financières	0	-37 120
20. (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-294 910	-271 127
21. (+) Intérêts perçus	-	-
22. (+) Dividendes perçus	125 638	127 308
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-169 272	-178 812
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
24. (+) Variation de dettes subordonnées	-	-
25. (+) Emission d'actions	44	-
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
27. (-) Intérêts versés	-	-
28. (-) Dividendes versés	-398 365	-398 365
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-398 321	-398 365
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+IV+V)	-844 869	841 002
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	2 713 475	1 872 411
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	1 868 606	2 713 413

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS AU 31/12/2014

NATURE	En milliers de DH					
	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULÉS	VALEUR NETTE COMPTABLE	PRODUIT DE CESSION	PLUS-VALUES DE CESSION	MOINS-VALUES DE CESSION
Droit au bail						
Frais d'établissement sur acquisition Immobilisation						
Logiciel informatique						
Immeubles exploitation bureau						
Immeubles hors exploitation						
Terrain exploitation						
Agencement Aménagement et Installation						
Agencement Aménagement et Installation						
Mobilier de bureau						
Matériel roulant						
Matériel roulant de fonction						
Matériel de bureau						
Immeubles exploitation logement de fonction						
Agencement Aménagement et Installation logement de fonction						
Aménagement nouveaux locaux						
Matériel Informatique (Ordinateurs centraux)						
Matériel Informatique (Ordinateurs centraux)						
Matériel Informatique (GAB & TPE)						
Matériel Informatique (Micro-ordinateurs)						
Télécommunications						
Mobilier logement de fonction						
Terrain hors exploitation						

NÉANT

TOTAL GENERAL

DETTES SUBORDONNEES AU 31/12/2014

MONNAIE DE L'EMPRUNT	MONTANT EN MONNAIE DE L'EMPRUNT	COURS	TAUX	DURÉE	CONDITION DE REMBOURSEMENT ANTICIPÉ, SUBORDINATION ET CONVERTIBILITÉ	MONTANT DE L'EMPRUNT EN MONNAIE NATIONALE	DONT ENTREPRISES LIÉES		DONT AUTRES APPARENTÉS	
							MONTANT 31/12/13	MONTANT 31/12/14	MONTANT 31/12/13	MONTANT 31/12/14
MAD	270 000	100	6,04%	10	Subordination classique	270 000				
MAD	255 000	100	6,04%	10	Subordination classique - Coté sur la bourse de Casablanca	255 000				
MAD	225 000	100	4,01%	10	Subordination classique	225 000		28 000		27 800
TOTAL	750 000					750 000	0	0	28 000	27 800

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2014

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (BMCI), comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2014. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 8.940.740 KMAD dont un bénéfice net de 461.136 KMAD.

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations

comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE au 31 décembre 2014 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Banque.

Casablanca, le 18 mars 2015

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE AUDIT

Fawzi BRITEL
Associé

Deloitte Audit
288, Boulevard Zerktouni
- CASABLANCA -
Tél : 05 22 22 40 25/26/34/81
Fax : 05 22 22 40 78

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

Abdou Souleye DIOP
Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101/Bd Abdelmoumen
20 360 CASABLANCA
Tél : 0522 423 423 (L.G.)
Fax : 0522 423 420

ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ÉTABLIS SELON LES NORMES COMPTABLES IFRS ADOPTÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE



BNP PARIBAS | La banque d'un monde qui change

Les états financiers consolidés du Groupe BNP Paribas sont présentés au titre des deux exercices 2014 et 2013. Conformément à l'article 20.1 de l'annexe I au règlement européen Prospectus (règlement EU 809/2004), il est précisé que l'exercice 2012 est consultable dans le Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 7 mars 2014 sous le numéro D.14-0123.

BILAN AU 31 DECEMBRE 2014		En millions d'euros		COMPTES DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2014		En millions d'euros	
	31 DÉCEMBRE 2014	31 DÉCEMBRE 2013 ⁽¹⁾		EXERCICE 2014	EXERCICE 2013 ⁽¹⁾		
ACTIF							
Caisse, banques centrales	117 473	100 787	Intérêts et produits assimilés	38 707	36 967	Intérêts et produits assimilés	38 707
Instruments financiers en valeur de marché par résultat			Intérêts et charges assimilés	(18 388)	(17 516)	Intérêts et charges assimilés	(18 388)
• Portefeuille de titres de transaction	156 546	157 735	Commissions (produits)	12 661	11 889	Commissions (produits)	12 661
• Prêts et opérations de pensions	165 776	152 036	Commissions (charges)	(5 273)	(5 044)	Commissions (charges)	(5 273)
• Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	78 827	68 185	Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat	4 631	4 602	Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat	4 631
• Instruments financiers dérivés	412 498	305 755	Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers non évalués en valeur de marché	1 969	1 626	Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers non évalués en valeur de marché	1 969
Instruments financiers dérivés de couverture	19 766	8 368	Produits des autres activités	35 760	34 113	Produits des autres activités	35 760
Actifs financiers disponibles à la vente	252 292	199 056	Charges des autres activités	(30 899)	(29 351)	Charges des autres activités	(30 899)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	43 348	57 545	PRODUIT NET BANCAIRE	39 168	37 286	PRODUIT NET BANCAIRE	39 168
Prêts et créances sur la clientèle	657 403	612 455	Frais de personnel	(14 801)	(14 430)	Frais de personnel	(14 801)
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	5 603	3 568	Autres charges générales d'exploitation	(10 159)	(9 357)	Autres charges générales d'exploitation	(10 159)
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	8 965	9 881	Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(1 566)	(1 530)	Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(1 566)
Actifs d'impôts courants et différés	8 629	8 850	RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	12 642	11 969	RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	12 642
Comptes de régularisation et actifs divers	110 088	88 656	Coût du risque	(3 705)	(3 643)	Coût du risque	(3 705)
Participations dans les entreprises mises en équivalence	7 371	6 561	Coûts relatifs à l'accord global avec les autorités des Etats-Unis	(6 000)	(798)	Coûts relatifs à l'accord global avec les autorités des Etats-Unis	(6 000)
Immuebles de placement	1 614	1 772	RÉSULTAT D'EXPLOITATION	2 937	7 528	RÉSULTAT D'EXPLOITATION	2 937
Immobilisations corporelles	18 032	16 929	Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	408	537	Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	408
Immobilisations incorporelles	2 951	2 537	Gains nets sur autres actifs immobilisés	155	287	Gains nets sur autres actifs immobilisés	155
Ecart d'acquisition	10 577	9 846	Ecart d'acquisition	(351)	(251)	Ecart d'acquisition	(351)
			RÉSULTAT AVANT IMPÔT	3 149	8 101	RÉSULTAT AVANT IMPÔT	3 149
TOTAL ACTIF	2 077 759	1 810 522	Impôt sur les bénéfices	(2 642)	(2 680)	Impôt sur les bénéfices	(2 642)
			RÉSULTAT NET	507	5 421	RÉSULTAT NET	507
DETTES							
Banques centrales	1 680	662	dont intérêts minoritaires	350	603	dont intérêts minoritaires	350
Instruments financiers en valeur de marché par résultat			RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE	157	4 818	RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE	157
• Portefeuille de titres de transaction	78 912	69 792	Résultat par action	(0,07)	3,68	Résultat par action	(0,07)
• Emprunts et opérations de pensions	196 733	202 662	Résultat dilué par action	(0,07)	3,67	Résultat dilué par action	(0,07)
• Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	57 632	47 342					
• Instruments financiers dérivés	410 250	301 439					
Instruments financiers dérivés de couverture	22 993	12 139					
Dettes envers les établissements de crédit	90 352	84 594					
Dettes envers la clientèle	641 549	553 497					
Dettes représentées par un titre	187 074	186 686					
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	4 765	924					
Passifs d'impôts courants et différés	2 893	2 477					
Comptes de régularisation et passifs divers	87 798	78 381					
Provisions techniques des sociétés d'assurance	175 214	155 226					
Provisions pour risques et charges	12 337	11 922					
Dettes subordonnées	13 936	11 824					
TOTAL DETTES	1 984 118	1 719 567					
CAPITAUX PROPRES							
Capital et réserves	83 162	80 672					
Résultat de l'exercice, part du Groupe	157	4 818					
Total capital, réserves consolidées et résultat de la période, part du Groupe	83 319	85 490					
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	6 091	1 943					
TOTAL PART DU GROUPE	89 410	87 433					
Réserves et résultat des minoritaires	4 097	3 528					
Variation d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	134	(6)					
TOTAL INTÉRÊTS MINORITAIRES	4 231	3 522					
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	93 641	90 955					
TOTAL PASSIF	2 077 759	1 810 522					

⁽¹⁾ Données retraitées par application des normes IFRS 10 et 11 et de l'amendement à la norme IAS 32.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE RELATIFS À L'EXERCICE 2014		En millions d'euros	
	EXERCICE 2014	EXERCICE 2013 ⁽¹⁾	
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	3 149	8 101	
ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES INCLUS DANS LE RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS ET AUTRES AJUSTEMENTS HORS RÉSULTAT	9 398	8 623	
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	3 442	3 419	
Dotations nettes aux provisions des autres immobilisations et dépréciation des écarts d'acquisition	361	166	
Dotations nettes aux provisions	12 385	10 560	
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(408)	(537)	
Charges nettes des activités d'investissement	47	85	
Charges (produits) nets des activités de financement	40	(89)	
Autres mouvements	(6 469)	(4 981)	
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE LIÉE AUX ACTIFS ET PASSIFS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	3 988	(7 275)	
Augmentation (diminution) nette liée aux opérations avec les établissements de crédit	10 875	(34 986)	
Augmentation nette liée aux opérations avec la clientèle	46 407	45 323	
Diminution nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers	(48 000)	(12 675)	
Diminution nette liée aux opérations affectant les actifs ou passifs non financiers	(2 911)	(2 118)	
Impôts versés	(2 383)	(2 819)	
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE GÉNÉRÉE PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	16 535	9 449	
Augmentation (diminution) nette liée aux actifs financiers et aux participations	(1 331)	1 405	
Diminution nette liée aux immobilisations corporelles et incorporelles	(1 727)	(1 434)	
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(3 058)	(29)	
Diminution de trésorerie liée aux opérations réalisées avec les actionnaires	(1 715)	(2 241)	
Diminution de trésorerie provenant des autres activités de financement	(2 126)	(3 406)	
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(3 841)	(5 647)	
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE	4 600	(4 827)	
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE	14 236	(1 054)	
SOLDE DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE	97 755	98 809	
Comptes actifs de caisse, banques centrales	100 787	101 701	
Comptes passifs de banques centrales	(662)	(1 532)	
Prêts à vue aux établissements de crédit	7 239	8 595	
Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(9 485)	(9 679)	
Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée	(124)	(276)	
SOLDE DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE	111 991	97 755	
Comptes actifs de caisse, banques centrales	117 473	100 787	
Comptes passifs de banques centrales	(1 680)	(662)	
Prêts à vue aux établissements de crédit	7 924	7 239	
Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(11 618)	(9 485)	
Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée	(108)	(124)	
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES SOLDES DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE	14 236	(1 054)	

⁽¹⁾ Données retraitées par application des normes IFRS 10 et 11 et de l'amendement à la norme IAS 32.



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

| La banque d'un monde qui change

www.bmci.ma

BMCI - S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 1 327 928 600 Dirhams
Siège Social: 26, place des Nations Unies - Casablanca - Maroc - Tél.: 05 22 46 10 00